

## Madagascar, 1800-1880

*Phares M. Mutibwa*  
*avec une contribution*  
*de Faranirina V. Esoavelomandroso*

L'histoire de Madagascar entre 1800 et 1880 est caractérisée par deux traits majeurs qui fourniront les axes de notre étude. Le premier est l'évolution politique du pays et l'interaction diplomatique entre Madagascar et les puissances étrangères, en particulier la Grande-Bretagne et la France. Le second est constitué par les changements qui ont eu lieu dans l'organisation sociale de Madagascar, notamment dans les domaines religieux, administratif et économique. L'évolution politique concerne essentiellement la consolidation de la monarchie merina et l'expansion de son autorité sur le reste de l'île. Les relations diplomatiques que cette monarchie a maintenues avec la France et la Grande-Bretagne sont devenues la pierre angulaire du développement du pays. Les changements introduits dans l'administration, surtout dans l'instauration de la loi et de l'ordre, ont facilité le développement économique, facteur essentiel dans les efforts de Madagascar pour se moderniser et résister aux puissances étrangères. Le fait d'embrasser des religions étrangères est considéré comme partie intégrante de ce processus de modernisation.

Il sera nécessaire de procéder ici à une brève description du pays et de son peuple. Il existe près de dix-huit groupes ethniques à Madagascar, dont le principal, devenu le plus important au XIX<sup>e</sup> siècle, est celui des Merina qui vivent sur le plateau central de l'île. Ce plateau central, appelé Imerina (« le pays qu'on voit de loin ») constituait le foyer du peuple merina, chez qui une classe de privilégiés contrôlait la majeure partie de l'île avant la colonisation française. Il est difficile de dire combien il y avait d'habitants à Madagascar pendant la période que nous allons étudier; selon le consul de Grande-Bretagne à Madagascar, la population s'élevait à cinq millions en

1865, dont environ 800 000 Merina<sup>1</sup>. Tous les groupes malgaches parlaient la même langue et avaient, à quelques exceptions près, des coutumes et des traditions religieuses analogues. Ainsi, malgré l'existence de différences régionales, les Malgaches formaient et forment encore aujourd'hui un seul peuple qui se caractérise par une profonde unité culturelle et ethnique<sup>2</sup>.

Les dirigeants d'Imerina s'installèrent à Antananarivo, et c'est de là qu'une lignée de monarques, compétents et souvent populaires, dirigeait la plus grande partie de l'île. L'expression « gouvernement du royaume de Madagascar », telle que nous l'employons ici, se réfère au gouvernement installé à Antananarivo, qui, en 1880, contrôlait les deux tiers de l'île, malgré des rébellions sporadiques ici et là. C'est pourquoi, malgré l'importance historique de chaque province et région<sup>3</sup>, l'étude de l'évolution politique, sociale, économique et administrative de Madagascar s'articule essentiellement autour de l'histoire du plateau central, qui constitue le grand pôle d'activité ou le cœur de l'île.

## L'ère d'Andrianampoinimerina (1792-1810)

Il est difficile de comprendre l'histoire de Madagascar au XIX<sup>e</sup> siècle sans examiner comment Andrianampoinimerina, fondateur du royaume merina, arriva au pouvoir et consolida sa position sur le plateau central. Il réunifia le royaume merina et l'étendit. Il renforça en outre la cohésion nationale, facteur essentiel d'une politique expansionniste.

Vers 1780, il n'existait dans l'Imerina central que trois ou quatre petits royaumes qui se livraient entre eux à des luttes sanglantes. Vers 1785, Ramboasalama, le neveu du roi d'Ambohimanga, l'un de ces petits royaumes, chassa son oncle et se proclama roi sous le nom d'Andrianampoinimerina<sup>4</sup>. Il commença alors à consolider sa position à Imerina, utilisant aussi bien des moyens militaires que des voies diplomatiques. Il liquida les rois d'Antananarivo et d'Ambohidratrimo qui, bien qu'ils eussent conclu la paix avec lui, avaient continué à le défier<sup>5</sup>. En 1791 ou en 1792, Andrianampoinimerina transféra sa capitale à Antananarivo et commença à édifier les structures politiques et sociales du nouveau royaume. Cette ville est depuis restée la capitale d'Imerina et de Madagascar.

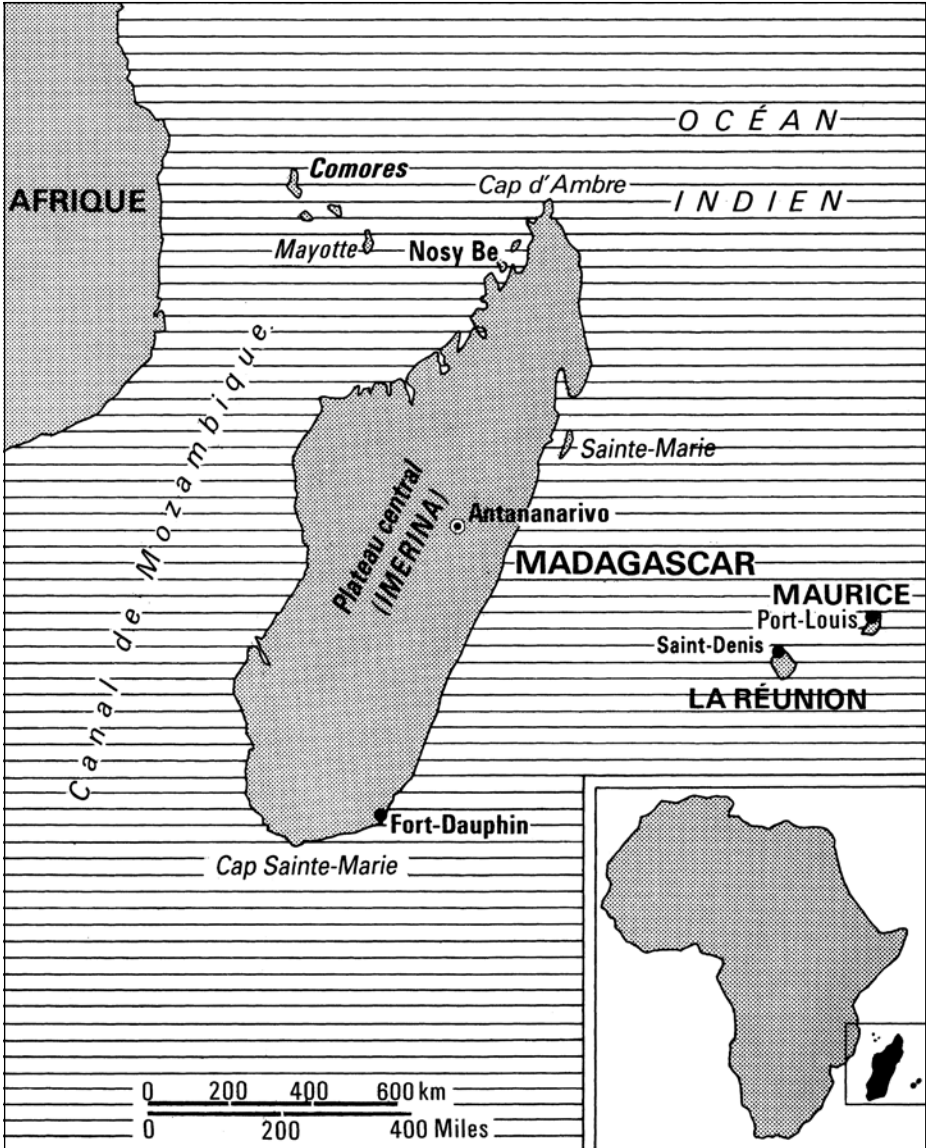
1. Pakenham à Russell, 31 janvier 1865 : Foreign Office, Public Record Office, Londres (noté en abrégé FO infra) 48/10.

2. H. Deschamps note que « l'unité linguistique malgache est remarquable. D'un bout à l'autre de l'île, on retrouve la même grammaire, la même syntaxe et, dans l'ensemble, les mêmes mots ». Voir H. Deschamps, 1951, p. 53.

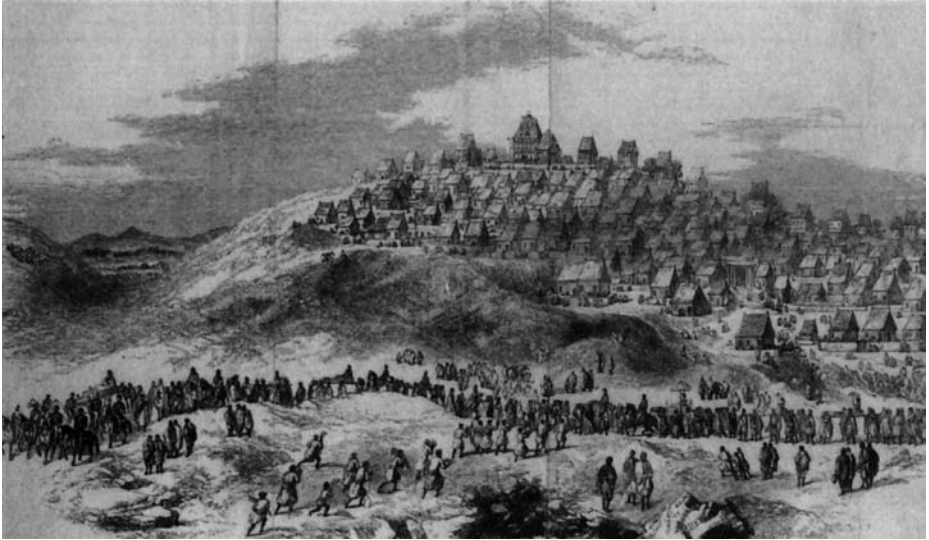
3. Le département d'histoire de l'Université de Madagascar mène des études novatrices sur l'histoire des régions; on commence ainsi à mieux connaître l'histoire intérieure de Madagascar.

4. Pour un bref portrait du roi Andrianampoinimerina, voir H. Deschamps, 1967; voir aussi A. Délivré, 1974.

5. R. W. Rabemananjara, 1952, p. 32.



16.1. *Madagascar et ses voisins* (d'après P. M. Mutibwa).



16.2. Une vue d'Antananarivo dans les années 1850.

[Source : W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, John Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library, Londres.]

La seconde partie du règne d'Andrianampoinimerina, peu après 1800, vit le royaume s'étendre au-delà des limites d'Imerina : la tâche longue et difficile qu'était l'unification des quelque 18 groupes ethniques de Madagascar avait démarré. Le nouveau roi tenait à conquérir le reste de l'île et, sur son lit de mort, il aurait dit à Radama, son fils et successeur, « la mer est ma frontière »<sup>6</sup>.

Tout d'abord, il conquiert des portions de territoires traditionnellement merina, alors occupés par des peuples voisins, comme les Bezanozano et les Sihanaka à l'est<sup>7</sup>. Bien qu'il eût imposé sa suzeraineté à ces peuples, certains d'entre eux, et particulièrement les Bezanozano, continuèrent à résister. Andrianampoinimerina employa la force pour consolider son pouvoir à Imerina ; mais il essaya également de se présenter face à ses adversaires comme un chef dont le seul désir était la paix et l'unité.

L'expansion vers le sud eut d'abord pour objectif essentiel de protéger les Merina qui y avaient émigré. Les Betsileo étaient déjà dominés par les Merina, et les troupes merina n'eurent guère de peine à avancer plus au sud jusqu'au massif de l'Ankaratra et à la région de Faratsiho<sup>8</sup>. À l'ouest, cependant, Andrianampoinimerina rencontra — comme ses successeurs —

6. Littéralement « la mer est la limite de mon champ de riz ». Il associait la riziculture à la lutte contre la faim et donna des directives pour la mise en valeur des plaines de Betsimitatatra.

7. Voir J. Valette, 1971, p. 327 et suiv.

8. *Ibid.*, p. 328. Voir aussi J. Rainihifina, 1975. Sur les migrations merina vers Andratsay et Voromahery (limite nord du pays betsileo), voir D. Rasamuel, 1980 ; E. Fauroux, 1970 ; J. Y. Marchal, 1967, p. 241-280 ; J. Dez, 1967.

la résistance opiniâtre des Sakalava. De fait, toutes les tentatives pour les soumettre échouèrent totalement. Il est vrai qu'il parvint parfois à établir des relations amicales avec eux; mais, très souvent, les Sakalava envahirent Imerina, poussant leurs incursions jusqu'à Antananarivo ou presque. Les royaumes sakalava les plus importants étaient Menabe et Boina, qui, à eux deux, constituaient une barrière infranchissable pour l'expansion merina vers l'ouest. Cependant, l'opposition la plus acharnée était celle des Ambongo. Il faut préciser, par ailleurs, que la seule solution de remplacement des chefs merina était la dynastie sakalava des Maroseranana, qui avaient étendu leur hégémonie à la partie occidentale de l'île, avant le XIX<sup>e</sup> siècle, et conclu des alliances avec certains royaumes de la partie orientale — notamment celui de Betsimisaraka<sup>9</sup>. Il n'empêche qu'à sa mort, en 1810, Andrianampoinimerina avait fait d'Imerina une force avec laquelle il fallait compter dans tout Madagascar.

## Le grand modernisateur: le roi Radama I<sup>er</sup> (1810-1828)

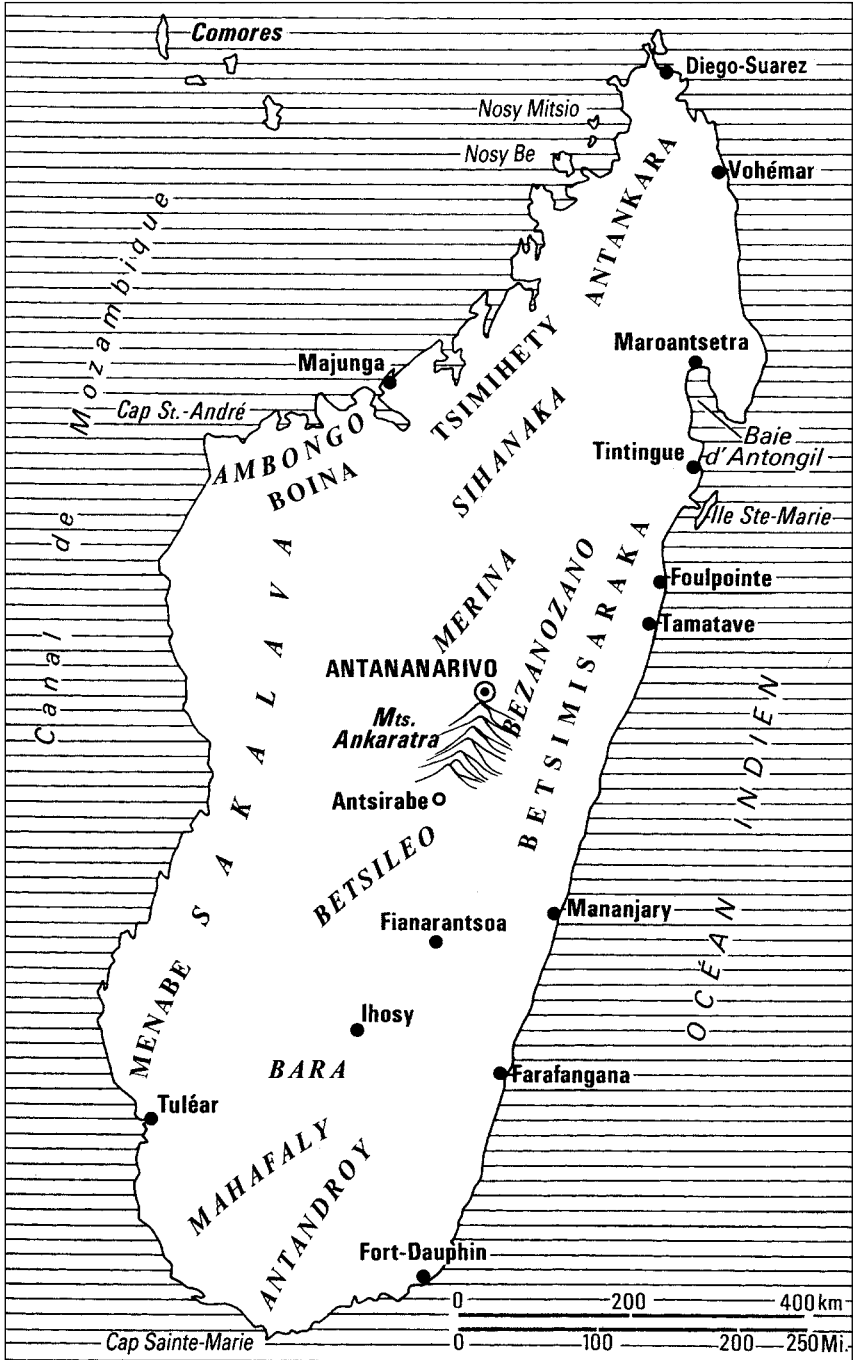
Peu de dirigeants, dans l'histoire de Madagascar, sont devenus aussi légendaires que Radama I<sup>er</sup> qui succéda à son père en 1810 à l'âge d'environ dix-huit ans. Il est considéré comme le « Napoléon » de Madagascar, et c'est bien ainsi qu'il se considérait lui-même.

À l'annonce de la mort d'Andrianampoinimerina, certains des peuples qu'il avait conquis se révoltèrent. La première tâche de Radama fut donc de soumettre les rebelles, et notamment les Bezanozano d'Ambotomanga, dont beaucoup s'enfuirent à l'est. Bien que Radama fût parvenu à consolider sa position à Imerina, il désirait surtout atteindre la mer, comme son père le lui avait demandé sur son lit de mort. Sans accès direct à la mer, les Merina se sentaient opprimés par leurs voisins qui faisaient même des incursions chez eux pour y chercher des esclaves. De plus en plus désireux de commercer directement avec les Européens dans les ports de Tamatave et de Majunga, et surtout avec les Anglais des îles Mascareignes, les négociants merina étaient cependant obligés de passer par des intermédiaires bezanozano, sihanaka et sakalava pour échanger des produits artisanaux et agricoles — riz et viande de bœuf notamment — contre du sel et des munitions d'origine européenne. Radama considérait l'expansion territoriale comme une part de l'héritage des Maroseranana dont il s'était emparé; mais, pour lui, c'était surtout par piété filiale qu'il devait accomplir les dernières volontés de ses aïeux et réaliser les prédictions des devins<sup>10</sup>.

Ce fut vers l'est que Radama fit porter d'abord ses efforts, vers le port de Tamatave, qui devenait de plus en plus important. Cependant, la situation politique de la région voisine de Betsimisaraka appelait une intervention. En effet, la confédération organisée au XVIII<sup>e</sup> siècle par Ratsimilaho avait

9. C. Guillaïn, 1845, p.376.

10. H. Deschamps, 1960, p.154. Voir aussi J. M. Filliot, 1974, p.273.



16.3. Madagascar, 1800-1880 (d'après P. M. Mutibwa).

éclaté en une multitude de principautés rivales, en guerre les unes contre les autres, dont les *filoha* [chefs], voyant leur autorité menacée aussi de l'intérieur, invitaient Radama à rétablir l'ordre. Profitant de ce chaos politique, un Métis, Jean René, s'était emparé de Tamatave en 1812<sup>11</sup>. Ce fut essentiellement le désir de Radama d'établir une route vers ce port oriental qui l'amena à prendre contact diplomatiquement avec sir Robert Townsend Farquhar, le gouverneur de l'île Maurice. Ce désir coïncidait avec celui de Farquhar — et de la Grande-Bretagne — de contrôler Madagascar, ou du moins d'influencer ce qui s'y passait puisque Madagascar était la seule source de bétail et de riz de l'île Maurice et consommait aussi une grande partie de ses produits manufacturés. En outre, Madagascar représentait un intérêt stratégique et politique. Les Britanniques voulaient, en particulier, s'assurer l'appui de son chef pour abolir le trafic des esclaves, Madagascar constituant l'une des principales sources d'esclaves de la région. Sir Robert tenait donc à exercer un rôle politique actif dans le pays. Cette politique, qui coïncidait avec le désir de Radama de poursuivre son expansion vers l'est, eut, comme on l'a souligné, « d'importantes conséquences pour l'avenir de Madagascar »<sup>12</sup>.

Après plusieurs contacts amicaux, Farquhar envoya une mission diplomatique dirigée par le capitaine Le Sage, qui arriva à Antananarivo le 21 décembre 1816. Un traité d'amitié et de commerce fut finalement signé le 4 février 1817 entre Radama et le capitaine Le Sage. Mais ce traité ne satisfaisait pas le gouverneur de l'île Maurice, parce qu'il ne mentionnait pas le commerce des esclaves, question essentielle pour sir Robert. Le gouverneur envoya donc une autre mission dans la capitale de Radama, conduite cette fois par James Hastie, un ancien huissier d'armes aux Indes, qui avait davantage l'expérience des négociations avec les dirigeants orientaux<sup>13</sup>. James Hastie apporta avec lui un certain nombre de cadeaux pour le roi, dont des chevaux, un compas, une carte du monde et une pendule à carillon, qui impressionnèrent fort le jeune roi et aidèrent Hastie à gagner son amitié et sa confiance. Les négociations, cependant, piétinèrent parce que les Britanniques insistaient pour que Radama déclare illégal le commerce des esclaves à Madagascar. Quand le roi annonça qu'en agissant ainsi il commettrait un véritable suicide économique puisque le commerce des esclaves était sa plus grande source de revenus, Hastie eut une réponse toute prête : en compensation, les Britanniques paieraient au chef malgache une somme annuelle de 1 000 dollars en or et de 1 000 dollars en argent, lui fourniraient 100 barils de poudre, 100 mousquets anglais avec 100 pierres à fusil, 400 uniformes de soldats, 12 épées de sergents, 600 pièces de draps,

11. R. Decary, 1939.

12. J. Valette, 1971, p. 331.

13. H. Deschamps, 1960, p. 154. Le premier contact entre Radama I<sup>er</sup> et les autorités de l'île Maurice fut établi au début de 1816, quand sir Robert Farquhar envoya Jacques Chardenous, un ancien marchand d'esclaves français installé à l'île Maurice, rendre une visite de courtoisie au roi, à Antananarivo, et rassembler le plus d'informations possible sur le pays, sa population et ses ressources. Voir M. Brown, 1978, p. 137.

un uniforme de cérémonie pour lui et deux chevaux<sup>14</sup>. L'offre parut d'autant plus honnête à Radama que le traité le reconnaissait comme roi de tout Madagascar. Le traité d'amitié et de commerce anglo-malgache fut signé à Tamatave, le 23 octobre 1817. James Hastie, l'heureux négociateur, fut nommé en 1820 résident britannique dans la capitale malgache. Mais alors que Farquhar était en congé en Angleterre, son successeur, le Major General Gage John Hall refusa de payer les subsides stipulés par le traité. Cela conduisit à une rupture des relations entre les Anglais et la cour merina, qui permit aux Français de mettre un pied dans la capitale malgache à une époque où la puissance anglaise était dominante<sup>15</sup>. Radama fut évidemment choqué par le refus des Britanniques de respecter les clauses du traité de 1817; mais il fut très vite persuadé d'oublier le passé pour défendre ses intérêts à long terme qui, à son sens, exigeaient manifestement une alliance avec la Grande-Bretagne. Il accepta donc les excuses de Hastie pour les bévues du général Hall (qui fut rappelé à Londres) et renouvela le traité le 11 octobre 1820. Dans un document séparé, Radama permit également aux missionnaires anglais de travailler à Madagascar.

Conformément à cet accord, David Jones, de la London Missionary Society (LMS), arriva à Antananarivo le 3 décembre 1820. Radama accueillit très bien les missionnaires anglais; ils apportaient avec eux l'éducation (même si elle était liée au christianisme), mais aussi une aide technique<sup>16</sup>. Radama écrivit à la LMS, lui demandant d'envoyer autant de missions qu'elle le pouvait, à condition que celles-ci comprennent non seulement des hommes de religion, mais aussi des artisans, tels que tisserands et charpentiers<sup>17</sup>. Les missionnaires ouvrirent leur première école à Antananarivo, le 8 décembre 1820, avec trois élèves, de jeunes neveux du roi; grâce aux énormes encouragements personnels que Radama donna aux missionnaires, la LMS pouvait se vanter, en 1829, d'avoir 23 écoles, et près de 2 300 élèves. Les missionnaires utilisèrent l'alphabet latin pour transcrire le malgache et traduisirent la Bible dans cette langue.

Plusieurs missionnaires, Jones, Bevan et Griffiths notamment, se distinguèrent dans cette entreprise, avec le concours de Malgaches convertis. Les missions s'attachèrent en particulier à imprimer et publier des ouvrages. À travers les écoles, les cours de catéchisme et la diffusion d'imprimés, cette action pédagogique non seulement fit des prosélytes, mais favorisa l'alphabétisation ainsi que l'évolution de la langue et de la littérature malgaches, forgeant ainsi l'unité nationale de tous les insulaires. En 1827, plus de 4 000 Malgaches savaient lire et écrire dans leur propre langue<sup>18</sup>. Dans le domaine de l'éducation technique, les missionnaires britanniques

14. M. Brown, 1978, p. 143, note 10. Sur les sources malgaches, voir L. Munthe, C. Ravoajanahary et S. Ayache, 1976.

15. M. Brown, 1978, p. 144.

16. V. Belrose-Huyghes, 1978*b*.

17. M. Brown, 1978, p. 155. Voir aussi V. Belrose-Huyghes, 1978*b*, et J. Valette, 1962. Sur l'influence étrangère en architecture, voir V. Belrose-Huyghes, 1975.

18. H. Deschamps, 1960, p. 161 et suiv.; V. Belrose-Huyghes, 1977; L. Munthe, 1969, p. 244; F. Raison, 1977.



apportèrent également d'importantes contributions. Ils envoyèrent certains jeunes Malgaches soit en Angleterre, soit à l'île Maurice, pour leur donner une formation technique; ils introduisirent dans le pays de nombreuses techniques, comme la menuiserie, la maçonnerie, la tannerie, l'art de l'étagage et du tissage moderne. Un homme, James Cameron, joua un rôle particulièrement important dans ce domaine: arrivé à Antananarivo en 1826, il y resta jusqu'à sa mort en 1875, à l'exception de quelques années d'exil. L'une des raisons du succès des missionnaires fut l'activité déployée par leurs épouses, qui facilitaient leurs contacts avec les ménages malgaches, en particulier avec les dames de l'aristocratie, auxquelles elles inculquaient les rudiments de l'enseignement ménager et offraient divers services, ceux de couturière par exemple<sup>19</sup>.

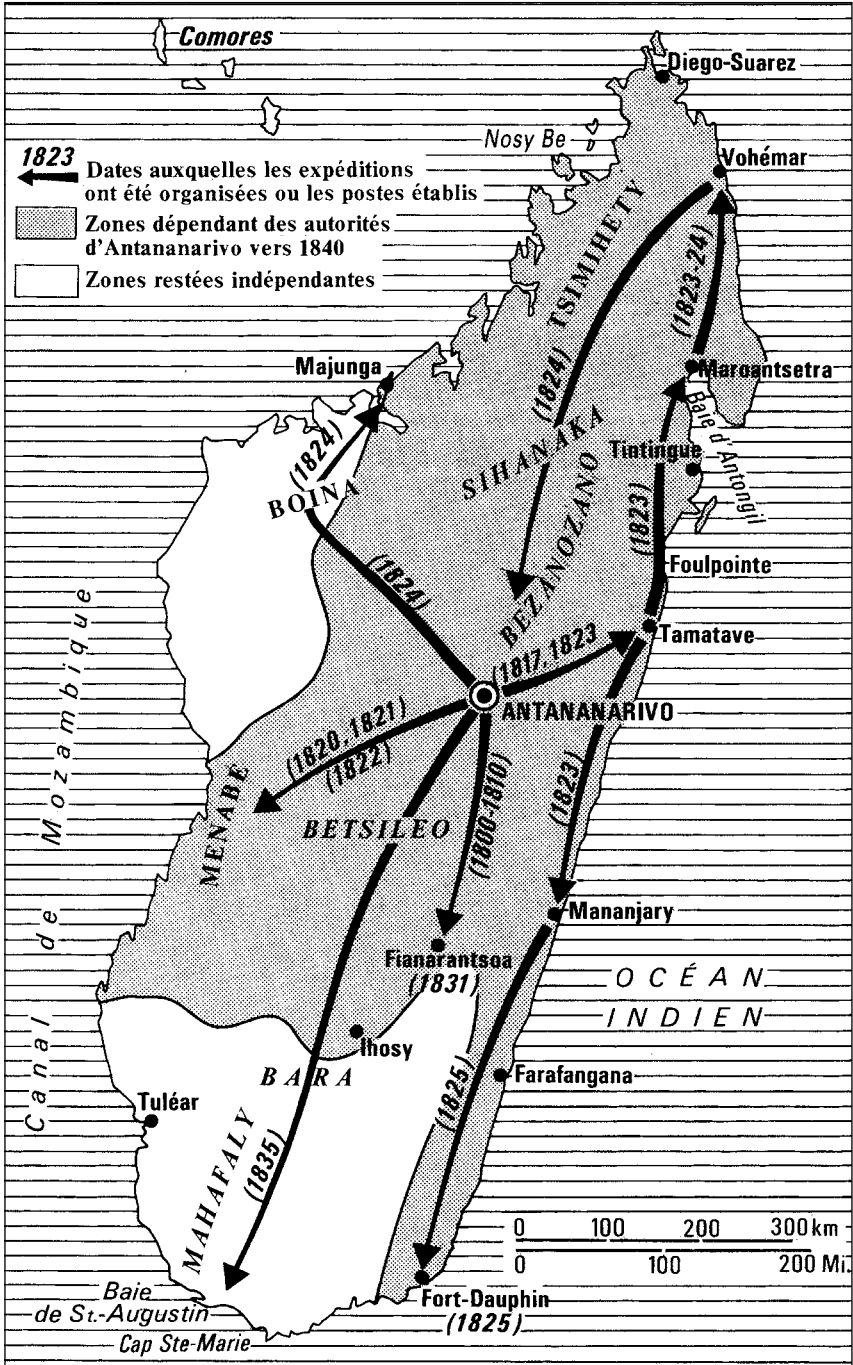
Mais c'est surtout pour se doter d'une armée moderne et permanente, sur le modèle britannique, que Radama avait besoin d'une aide technique. Il recruta environ 15 000 hommes équipés de bons fusils anglais de l'époque des guerres napoléoniennes et même de quelques pièces d'artillerie légère. Ces hommes furent entraînés essentiellement par des instructeurs anglais, dont les principaux furent Hastie et Brady. L'armée de Radama devint en conséquence bien meilleure et plus efficace que celle de ses adversaires dans l'île. Pour maintenir l'esprit professionnel dans l'armée, Radama I<sup>er</sup> introduisit un système de grades reposant sur un certain nombre d'« honneurs »: un honneur pour le simple soldat, dix pour un général, etc. L'armée se transforma en un instrument essentiel non seulement de la conquête d'autres territoires dans l'île, mais aussi du maintien de la loi et de l'ordre dans ces territoires conquis.

La soumission des peuples côtiers de l'Est commença en 1817 quand Radama descendit, à la tête de 30 000 hommes, sur Tamatave, obtenant au passage la reddition des Bezanozano. Il conclut un pacte de paix avec Jean René, qui tenait la ville, ce qui ouvrit le royaume sur le monde extérieur. Radama revint à Tamatave, en 1823, avec une armée encore plus importante; il obtint alors des Betsimisaraka qu'ils reconnaissent son autorité, et atteignit d'autres territoires sur la côte est, comme Foulpointe, la baie d'Antongil, Vohemar et Antankara. Sur le chemin du retour à la capitale, en 1824, il traversa le pays tsimihety, où il installa un poste à Mandritasara, et le pays sihanaka, qui reconnurent l'un et l'autre son autorité. Entre-temps, Jean René, devenu l'agent de Radama à Tamatave, menait une campagne semblable au sud de la ville. Fort-Dauphin, à l'extrême sud-est de l'île, fut atteint, en 1825, ce qui renforça la prétention qu'avait Radama de tenir toute la côte est de Madagascar<sup>20</sup>.

Ce fut à l'ouest, en pays sakalava, que Radama, comme son prédécesseur, rencontra les plus grandes difficultés. En 1820, il envoya une grande armée contre le roi de Menabe, sans succès. En 1821, accompagné par Hastie, Radama retourna à Menabe, à la tête d'une armée de près de 70 000 soldats, dont près de 1 000 professionnels. Mais il échoua une fois de plus. En 1822,

19. V. Belrose-Huyghes, 1978a.

20. Pour plus de détails, voir H. Deschamps, 1960, p. 156-161, dont ce texte s'inspire.



16.4. L'expansion du royaume merina, 1810-1840 (d'après P. M. Mutibwa).

après s'être soigneusement préparé, il lança une nouvelle expédition de 13 000 hommes bien armés contre le Menabe, qu'il put enfin conquérir, et installa quelques postes militaires en pays ennemi. Mais cette victoire n'eut qu'un temps dans la mesure où, dans le Nord, les Sakalava continuaient à défier son autorité. En 1824, le roi déclencha une offensive contre le Boina, au nord-ouest; et, cette fois-ci, il fut plus chanceux. Le chef du Boina, Andriantsoli, fit la paix, et Radama put atteindre la ville nord occidentale de Majunga, où un poste merina fut installé. Mais ce succès fut, lui aussi, de courte durée.

Ces campagnes illustrent la force et les faiblesses de l'armée merina, engagée dans une lutte dont l'enjeu était l'unité nationale. Sur le champ de bataille, elle parvenait généralement à battre les troupes adverses. Il fallait ensuite asseoir l'autorité merina; ce que Radama avait coutume de faire en implantant des postes administratifs, avec des colons merina (*voanjo*) dans une aire fortifiée (*rova*), construite sur le modèle du palais royal, et symbolisant la présence merina. Souvent aussi, Radama s'assurait des alliances grâce à des mariages arrangés — comme sa propre union avec Rosalimo, fille de Ramitraho, roi du Menabe<sup>21</sup>. Toutefois, l'armée avait beaucoup de difficultés à se ravitailler lorsqu'elle était très éloignée d'Imerina. Avant que les colons soient à même de produire suffisamment, les régions conquises devaient nourrir les troupes; ce qui provoqua souvent des révoltes. Dès que Radama eut le dos tourné et fut rentré à Antananarivo, les Sakalava du Boina et du Menabe s'insurgèrent à nouveau.

Les Sakalava étaient résolus à défendre leur indépendance contre Antananarivo. De même, au Boina, le groupe des négociants antalaotra constituait un obstacle supplémentaire à toute intégration. Ces hommes, de confession musulmane, étaient considérés par les Malgaches comme des étrangers<sup>22</sup>. Cela posa de graves problèmes au gouvernement malgache, d'autant que les Français étaient prêts à utiliser quelques chefs rebelles sakalava pour contester la souveraineté des chefs merina sur certains territoires de l'ouest et du nord-ouest de l'île.

Malgré ces échecs, les campagnes de Radama I<sup>er</sup> lui avaient permis d'étendre l'hégémonie merina sur la majeure partie de l'île. En 1828, les deux tiers de celle-ci étaient sous contrôle merina; et seules les plaines lointaines et désolées des Antandroy et Mahafaly, au sud-ouest, et le pays bara (où il n'y avait qu'un précaire avant-poste merina à Ihosy) échappaient à cette hégémonie. En territoire sakalava, comme nous l'avons noté, Radama avait conquis le Menabe et le Boina, et établi quelques postes, mais les Sakalava restaient, dans l'ensemble, indépendants de la souveraineté merina, en particulier dans la partie nord du Boina, Ambongo. Mais même si Radama ne dominait pas toute l'île, personne ne pouvait lui disputer le titre de roi de Madagascar<sup>23</sup>. Toutes ces campagnes avaient cependant épuisé le roi et menacé sa santé, déjà compromise par la boisson et une vie licencieuse. Le

21. C. Guillain, 1845.

22. G. Rantoandro, 1981; M. Rasoamiamanana, 1981.

23. M. Brown, 1978, p. 150.

27 juillet 1828, il mourut à l'âge de trente-six ans, ce qui mit brutalement fin à un règne riche en succès.

## Ranavalona I<sup>re</sup> (1828-1861) : réaction ou stabilisation ?

La reine Ranavalona I<sup>re</sup> était la première épouse et la cousine de Radama I<sup>er</sup>. Elle monta sur le trône grâce à l'appui des nobles et des chefs de l'armée que Radama avait écartés de postes importants<sup>24</sup>. Le nouveau régime allait donc essayer de mettre à l'écart les personnalités les plus proches du défunt roi, et de les remplacer par d'autres qui n'avaient ni adhéré ni participé à la politique de Radama. La reine avait pour principaux conseillers Rainimahary et Andriamihaja; mais les deux hommes furent éliminés l'un après l'autre. Finalement, les personnalités les plus importantes qui partagèrent le pouvoir avec la reine furent Rainiharo et Rainijohary. Le premier venait du clan tsimiamboholahy, et le second du clan tsimahafotsy, qui avaient tous deux aidé Andrianampoinimerina à fonder le royaume merina à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces deux clans, issus pour l'essentiel de roturiers, donnèrent naissance à la classe moyenne hova, qui, en appuyant la monarchie, acquit peu à peu un tel pouvoir économique, administratif et politique qu'elle en vint à se poser en rivale de la monarchie et à en saper l'autorité.

La politique de Ranavalona visa notamment à sauvegarder l'indépendance de Madagascar, et, surtout à préserver les institutions, les traditions et les coutumes nationales de l'influence étrangère. Cela signifiait, en politique étrangère, prendre ses distances avec l'Angleterre, en particulier du point de vue politique et religieux. En décembre 1828, le gouvernement de la reine déclara à Robert Lyall, le nouveau résident britannique, qu'il ne réintroduirait pas le commerce des esclaves; mais qu'il ne souhaitait pas maintenir le traité, et qu'il ne considérait plus sa présence dans la capitale comme nécessaire. Le commerce entre Madagascar, l'île Maurice et la Réunion fut proscrit. Le général Brady, qui avait été naturalisé Malgache et élevé à la noblesse par Radama I<sup>er</sup> fut forcé de partir en 1829. Les désillusions de Madagascar vis-à-vis des puissances étrangères furent encore renforcées, quand, en 1829, Charles X, le roi de France, désireux d'accroître son prestige dans son pays, ordonna le bombardement et l'occupation de Tintingue et de Tamatave, après une série de malentendus avec les Malgaches à propos de la présence française à Tintingue, face à l'île Sainte-Marie. Les Malgaches repoussèrent les envahisseurs à Foulpointe. Cette attaque injustifiée fut désavouée par Louis-Philippe, le successeur de Charles X; mais elle laissa de profondes blessures chez les Malgaches. Les prétentions françaises à l'égard de Madagascar devinrent l'un des traits permanents des relations franco-malgaches au XIX<sup>e</sup> siècle. Cela conduisit parfois à une réaction probritannique et explique

24. Voir S. Ayache, 1963, et A. Délivré, 1974, sur le poids de la tradition orale dans son investiture et le rôle de Rainimahary, compagnon d'Andrianampoinimerina. Il y eut quelques exécutions, mais la reine Ranavalona fut rapidement acceptée par le peuple.



16.5. *Andrianampoinimerina, mort en 1810.*



16.6. *Le roi Radama I<sup>er</sup> 1810-1828.*



16.7. *La reine Ranavalona I<sup>re</sup>, 1828-1861.*



16.8. *Le roi Radama II, 1861-1863.*



16.9. *La reine Rasoherina, 1863-1868.*



16.10. *La reine Ranavalona II, 1868-1883.*

[Source: P. M. Mutbiwa, *The Malagasy and the Europeans*, 1974, Longman, Londres. Photos: Direction de la Presse et de la Publication, Ministère de l'information, Madagascar.]

pourquoi, en dépit de la politique d'indépendance culturelle, il s'écoula encore six ans avant le départ forcé des missionnaires anglais.

Les chefs malgaches appréciaient l'aide technique que les missionnaires britanniques leur offraient; mais ils voulaient avant tout une éducation laïque, non religieuse. La reine n'eut donc pas une attitude de rejet systématique, bien qu'elle fût au premier abord moins enthousiaste à l'égard du christianisme que son prédécesseur. Le grand sujet de préoccupation des nouveaux dirigeants — qui devait les amener par la suite à combattre l'influence grandissante du christianisme — était que cette religion mettait en péril les traditions et les institutions malgaches en général, et la monarchie en particulier. Les rites chrétiens faisaient concurrence aux cérémonies du culte royal. En décourageant l'adoration des *sampimoanja-kana* (*sampy*), divinités royales garantes de la prospérité du pays, le christianisme ébranlait les bases de la puissance royale. Par ses principes égalitaires, il était aussi en conflit avec la hiérarchie traditionnelle des castes<sup>25</sup>. Le christianisme était en train de changer les traditions du pays et de transformer les Malgaches en adorateurs de Jésus-Christ, qu'ils considéraient comme l'ancêtre des Blancs. En 1830, il y avait environ 200 convertis, prêts à mourir pour leur foi; le gouvernement ne pouvait rester indifférent à ce « nouveau pouvoir surgi dans le pays »<sup>26</sup>. Quand les missionnaires refusèrent de mener leur action éducative si on ne leur permettait pas de prêcher leur religion, la rupture avec la reine devint inévitable. Le baptême fut d'abord interdit en 1832. Trois ans plus tard, il fut interdit à tous les sujets de la reine de devenir ou de rester chrétiens. La diffusion du christianisme fut également défendue, mais cette interdiction ne s'appliquait pas à l'enseignement laïque. Expliquant les raisons de sa décision, la reine déclara aux missionnaires anglais qu'elle avait réunis dans son palais le 26 février 1835 que: « Tout en les remerciant des bons services qu'ils avaient rendus au pays, et tout en les laissant libres d'observer leurs propres coutumes religieuses, elle ne permettrait pas à ses sujets d'abandonner leurs anciennes coutumes [...]. Elle permettait l'enseignement des arts et des sciences, mais pas celui de la religion<sup>27</sup>. »

Les premiers martyrs, Rasalama et Raqarilahy-Andriamazok, moururent respectivement en août 1837 et février 1838, et les missionnaires partirent en exil. Suivit une période de terrible persécution des chrétiens malgaches, dont plusieurs centaines périrent de mort violente. Mais, loin de perdre du terrain, le christianisme semble avoir connu un renouveau pendant cette période.

Il se propageait en secret; ses adeptes se réunissaient clandestinement dans des grottes (par exemple, dans le Vonizongo, près de Fihaonana, au nord-ouest de l'Imerina) ou dans des maisons particulières, même à Antananarivo. Un groupe de chrétiens s'enfuit en Grande-Bretagne; de là, ils préparèrent leur retour au pays comme missionnaires. Les jésuites, de leur côté, organisèrent une mission aux Petites Iles (Nosy Be, Nosy Faly et Mayotte

25. M. Brown, 1977.

26. Voir W. E. Cousins, 1895, p. 83 et suiv.

27. Cité par P. M. Mutibwa, 1974, p. 26-27.

au nord-ouest, Sainte-Marie à l'est), d'où ils tentèrent de s'infiltrer dans leur pays, notamment par la baie de Faly, qu'ils furent obligés de quitter en 1857. Certains auteurs ont décrit cette période comme « la plus sombre du règne de Ranavalona »<sup>28</sup>, qui valut à cette dernière les surnoms de « reine Marie de Madagascar », de « Messaline moderne » ou de « Néron féminin ». Mais même dans ces conditions, la cour malgache tenait à éviter la rupture totale avec l'Angleterre, de peur que la Grande-Bretagne et la France ne fassent cause commune contre elle.

Les chefs malgaches savaient bien que leur pays avait besoin d'une ouverture sur le monde extérieur pour s'approvisionner en produits manufacturés européens, en particulier en fusils et en munitions. Ils voulaient acheter des produits de luxe, comme des tissus et de l'alcool, et augmenter leurs exportations — surtout de bétail et de riz — vers l'île Maurice et l'île de la Réunion, de manière à pouvoir payer les importations dont ils avaient besoin. La reine chercha donc un *modus vivendi* avec les Européens, de manière à permettre à son pays de se développer sans craindre de conflit ni de guerre avec les Européens. Pour y parvenir, Ranavalona et ses conseillers décidèrent, en 1836, d'envoyer une mission en France et en Angleterre, pour discuter de nouveaux traités d'amitié et de commerce fondés sur le respect de la culture et de l'indépendance malgaches, ainsi que sur la reconnaissance de Ranavalona I<sup>re</sup> comme reine de Madagascar<sup>29</sup>. La mission malgache — la première à être envoyée en Europe — était constituée de six fonctionnaires et de deux secrétaires, et était dirigée par Andriantsitchaina<sup>30</sup>. Son séjour à Paris n'apporta aucun résultat, et elle se rendit alors à Londres. Le roi William IV lui accorda une audience, ainsi que la reine Adelaïde; mais les conversations avec lord Palmerson furent peu satisfaisantes. Le gouvernement britannique insistait sur la liberté de commerce et de navigation, ce qui contredisait le désir de Madagascar de contrôler son propre commerce et de le canaliser par les ports dominés par le gouvernement central.

L'impossibilité d'arriver à conclure des traités avec la France ou l'Angleterre augmenta la méfiance des Malgaches vis-à-vis des étrangers; de fait, ces craintes étaient bien fondées. En 1845, une escadre anglo-française attaqua Tamatave, sur l'ordre des autorités britanniques de l'île Maurice et des autorités françaises de la Réunion. Le prétexte de cette attaque fut la proclamation, en mai, d'une loi malgache qui faisait obligation à tous les étrangers d'obéir aux lois du pays; ce qui signifiait, selon les Anglais, qu'ils pouvaient être astreints à des travaux publics, réduits en esclavage, et jugés par ordalie (*tangena*). Les Malgaches furent abasourdis par cette agression. Ils parvinrent à la repousser, et les troupes anglo-françaises furent obligées d'évacuer Tamatave, laissant derrière elles les cadavres de leurs hommes tombés au combat, dont les têtes furent tranchées par les Malgaches et empalées sur des pieux,

28. M. Brown, 1978, p. 177; A. Boudou, 1940-1942; voir aussi P. Rabary, 1957; J. T. Hardyman, 1977.

29. Mais une autre raison était que des rumeurs circulaient à l'époque, selon lesquelles l'Angleterre allait attaquer Madagascar à partir de la baie d'Isly, près de la baie de Saint-Augustin, où les Malgaches avaient vu quelques vaisseaux anglais. Voir R. E. P. Wastell, 1944, p. 25.

30. Pour plus de détails, voir J. Valette, 1960.

en guise d'avertissement pour d'éventuels envahisseurs du royaume. Bien que l'attaque fût désavouée par les gouvernements français et britannique, le mal était fait. La reine Ranavalona réagit en expulsant tous les négociants étrangers et en interdisant tout commerce extérieur, notamment l'exportation de riz et de viande vers l'île Maurice et l'île de la Réunion. Toutefois, le commerce avec les États-Unis d'Amérique se poursuivit.

Cette réaction était typiquement malgache : si l'Europe ne voulait pas coopérer avec l'île, celle-ci était prête à compter sur ses propres forces et sur ses propres initiatives. Si la reine et l'oligarchie, tout particulièrement le clan des Andafiavaratra, purent résister aussi ouvertement aux étrangers, c'est qu'en dépit de révoltes sporadiques elles contrôlaient économiquement les provinces les plus importantes, détenant notamment le monopole du commerce de la viande de bœuf. De là, la volonté de continuer à promouvoir l'éducation à l'occidentale et de créer des industries pour produire les biens dont elle avait besoin, mais qui ne pouvaient maintenant plus être importés de l'extérieur. Pour le maintien des contacts commerciaux avec le monde extérieur, la reine employa les services d'un Français appelé de Lastelle, qui s'était établi à Tamatave, et d'un Nord-Américain, William Marks, installé à Majunga. Avec l'aide de de Lastelle, des plantations de canne à sucre furent introduites sur la côte orientale ; on établit, à Mahela, une fabrique qui produisait du sucre et du rhum<sup>31</sup>. La reine engagea Jean Laborde, un aventurier français, arrivé en 1832 à Antananarivo « comme une sorte de chef de travaux ». Il créa d'abord une fabrique à Ilafy, à dix kilomètres au nord d'Antananarivo, avant de se déplacer à Mantasoa, en bordure de la forêt orientale, région riche en cours d'eau mais peu attrayante pour les travailleurs malgaches. À Mantasoa, il installa, grâce à des aides publiques, un complexe industriel qui employait quelque 20 000 personnes et produisait différentes marchandises, allant des fusils et des canons au verre et au savon. Peut-être l'œuvre la plus importante et la plus durable de Laborde fut-elle le palais en bois de la reine, plus tard recouvert de pierre par Cameron, qui domine de nos jours Antananarivo. De Lastelle et Laborde devinrent des citoyens malgaches, et furent intégrés à l'oligarchie régnante<sup>32</sup>.

La reine Ranavalona poursuivit l'expansion commencée par Radama I<sup>er</sup>, et s'efforça de consolider son administration dans les territoires conquis. Les besoins d'équipement militaire, notamment, l'incitèrent à poursuivre des échanges avec l'étranger afin d'obtenir des munitions, et à encourager la fabrication de fusils dans l'usine de Laborde. La reine leva également des impôts spéciaux, destinés à financer l'effort de guerre. La ville de Fianarantsoa fut créée en 1831, en tant que capitale régionale, et la province de Betsileo fut réorganisée. De Fianarantsoa, des expéditions furent lancées vers le sud dans les années 1830, certaines sous le commandement de Rainiharo, et traversèrent les pays bara, mahafaly et masikoro. L'une d'elles atteignit la baie de

31. F. Nicol, 1940.

32. S. Ayache, 1977 ; O. Caillon-Fillet, 1978.





16.11. *Le palais de la reine à Antananarivo, commencé en 1839 par Jean Laborde à la demande de la reine Ranavalona I<sup>re</sup>.*

[Source: P. M. Mutibwa, *The Malagasy and the Europeans*, 1974, Longman, Londres.

Photo: Direction de la Presse et de la Publication, Ministère de l'information, Madagascar.]

Saint-Augustin en 1835<sup>33</sup>. À l'ouest et au nord, les Sakalava et les Antankara continuèrent à résister à l'autorité du gouvernement central. Quand les forces de la reine battirent les chefs sakalava Tsiomako et Tsimiharo, ces derniers s'enfuirent avec leurs partisans dans les îles voisines de Nosy Be, de Nosy Faly et de Nosy Mitsio, d'où ils envoyèrent des messages aux autorités françaises de la Réunion, plaçant leurs territoires sous la protection de la France. En 1841, l'amiral de Hell, gouverneur de la Réunion, accepta leurs requêtes, et les traités conclus entre les Français et les chefs sakalava rebelles en exil formèrent la base des prétentions françaises sur les territoires occidentaux de Madagascar<sup>34</sup>.

Avec la mort, en 1852, de Rainiharo, qui avait dirigé le gouvernement depuis les années 1830, une nouvelle génération d'hommes plus jeunes vint au pouvoir. Elle était dirigée par Rainivoninahitriniony et son jeune frère Rainilaiarivony, les deux fils de Rainiharo, qui devinrent respectivement premier ministre et commandant en chef de l'armée. De plus, cette nouvelle génération de dirigeants était soutenue par Rakoto Radama, le fils de la reine Ranavalona I<sup>re</sup> et prince héritier. Ces jeunes gens, auxquels

33. H. Deschamps, 1960, p. 170; S. Rakotomahandry, 1981; R. Decary, 1960.

34. C. Guillain, 1845; R. Decary, 1960.

il faut ajouter le prince Rakoto, avaient reçu une certaine éducation des missionnaires, et étaient plus ouverts à l'extérieur que l'ancien groupe de Rainiharo et de ses associés. Il est vrai que Rainijohary, l'homme qui avait partagé le pouvoir avec Rainiharo, était toujours là, encore considéré comme le premier ministre, et qu'il était opposé à toute modification de la politique du gouvernement. Mais la présence du prince héritier, qui appelait Jean Laborde, l'ingénieur français, « mon père », ne pouvait que conduire à une réorientation de la politique menée par la reine. En 1853, la prohibition du commerce entre Madagascar, l'île Maurice et l'île de la Réunion fut levée, après que les marchands des deux îles — et plus particulièrement de Maurice — eurent payé en compensation 15 000 dollars à Ranavalona. La reine ouvrit les portes de l'île à certains étrangers. En 1856, elle permit au révérend W. Ellis, de la LMS, de se rendre à Antananarivo; celui-ci apportait des lettres du gouvernement anglais protestant de son amitié pour Madagascar. Deux prêtres catholiques, les pères Finaz et Weber, furent clandestinement introduits dans la capitale, le premier comme secrétaire d'un homme d'affaires français nommé Lambert, et le second comme assistant du médecin attiré du frère de Rainijohary<sup>35</sup>.

Joseph Lambert était arrivé à Antananarivo en 1855. C'était un négociant-plantateur de l'île Maurice qui avait affrété un navire pour commercer avec Madagascar et qui, cette année-là, avait rendu de grands services à la reine en ravitaillant la garnison de Fort-Dauphin, que des rebelles bloquaient au sud-est. Il fut donc bien accueilli à la cour. Grâce à l'influence que Laborde exerçait sur Rakoto Radama, Lambert convainquit le prince de lui octroyer une charte qui lui donnait le droit d'exploiter les ressources minérales et agricoles du pays. On affirme également que le prince demanda à la France de lui accorder un statut de protectorat. Mais l'empereur Napoléon III était trop préoccupé par la guerre de Crimée pour suivre à Madagascar une politique qui l'aurait fatalement opposé à l'Angleterre, son alliée; de fait, la demande du prince fut rejetée par Paris.

Bien que la reine se montrât de plus en plus amicale avec les étrangers, les espoirs des Français et des Anglais reposaient sur le prince héritier qui avait clairement montré ses tendances pro-européennes. C'est en grande partie pour cette raison que Lambert, lors de son retour à Antananarivo en 1857, prépara un coup d'État. Pour renverser la vieille reine et placer le prince sur le trône, il obtint l'appui de Laborde, de de Lastelle, du clan de Rainiharo et d'autres Malgaches modernistes, en particulier les communautés chrétiennes clandestines qui avaient constitué un réseau d'amitiés et étaient proches du prince héritier. Le complot fut découvert avant que les conjurés n'eussent eu le temps de le mettre à exécution, et Lambert et de Lastelle furent expulsés de Madagascar<sup>36</sup>. Cela amplifia à Madagascar, et aussi en Europe, les rumeurs selon lesquelles la France se préparait à envahir l'île; rumeurs que l'on prit

35. A. Boudou, 1940-1942.

36. A. Boudou, 1943.

au sérieux même à Londres<sup>37</sup>. La reine fut blessée et déçue par la trahison de son fils et par la déloyauté des deux Français qu'elle considérait comme ses propres fils. Vieille et inquiète, Ranaivalona vécut dans un triste isolement jusqu'à sa mort, le 18 août 1861, après avoir désigné Rakoto Radama comme son successeur. Rainijohary et ses partisans « conservateurs » essayèrent de mettre sur le trône Rambossalama, le neveu de la reine. Mais Rainivoninahitriniony et son jeune frère Rainilaiarivony soutinrent l'héritier désigné par la reine, dont ils partageaient les idées progressistes, si bien que le prince héritier put accéder sans encombre au trône, sous le nom de Radama II. Rainivoninahitriniony resta premier ministre, et Rainilaiarivony commandant en chef de l'armée. Leur famille — les Andafiavaratra — exercèrent dès lors « une forte emprise sur le gouvernement, qui allait durer aussi longtemps que la monarchie elle-même »<sup>38</sup>.

Que peut-on dire du règne de la reine Ranaivalona I<sup>re</sup> dans l'histoire de Madagascar? Pour les Européens, ce fut le règne de la terreur, comme l'a écrit un auteur moderne<sup>39</sup>. Pour beaucoup de peuples assujettis, l'hégémonie merina apparut aussi comme un régime d'exploitation et de tyrannie. On connaît les révoltes des populations du Sud-Est et la répression brutale qu'elles provoquaient. Raombana, historien malgache moderne, a donné un tableau saisissant de la désolation qui s'ensuivit. Des peuples comme les Antanosy émigrèrent à l'ouest, vers la vallée de l'Onilahi, pour échapper à l'autorité merina. Mais de gros progrès industriels furent réalisés; l'éducation prit un réel départ; et le processus de modernisation, entrepris dans de nombreux domaines, ne devait jamais s'interrompre. Qui plus est, pour beaucoup de ses sujets, Ranaivalona fut un symbole du nationalisme malgache et un bastion contre les influences étrangères qui menaçaient la culture et les traditions du pays<sup>40</sup>.

## La politique de la porte ouverte : le roi Radama II, 1861-1863

Le bref règne de ce souverain, très orienté vers l'Europe, fut marqué avant tout par une tentative précipitée pour renverser la politique du régime précédent, du moins en ce qui concerne les relations avec l'extérieur, d'où sa brièveté sans précédent.

L'ambition de Radama II était de moderniser son pays en attirant les marchands étrangers, les investisseurs et les missionnaires à Madagascar. Il permit avec enthousiasme l'enseignement du christianisme; les missionnaires

37. Note verbale de Cowley à Thouvenel, 19 février 1860, Ministère des affaires étrangères, Archives (noté ci-après, M. A. E.), Quai d'Orsay, Paris, Madagascar Series, tome IV.

38. M. Brown, 1978, p. 189.

39. *Ibid.*, p. 188.

40. S. Ayache, 1975; Raombana, 1980; M. Brown, 1978, p. 168 et 188. Sur l'influence marquante des missionnaires britanniques lors de cette période, voir B. A. Gow, 1979.

res et les chrétiens malgaches en exil furent rappelés. Le roi fit revenir ses vieux amis, Laborde et Lambert, ainsi que d'autres Européens. Vers la fin de l'année, il envoya Lambert en mission diplomatique à Paris et à Londres, pour obtenir que ces deux puissances le reconnaissent comme roi de Madagascar: le libre-échange qu'il proposait d'instaurer entre l'île et le reste du monde exigeait une telle reconnaissance.

Les deux puissances européennes réagirent rapidement. Elles acceptèrent d'envoyer des missions de conciliation et de nommer des consuls à Antananarivo. Le gouvernement anglais désigna Conolly Pakenham pour le représenter à Madagascar et s'engagea à respecter l'indépendance de l'île<sup>41</sup>. Le gouvernement français nomma consul Jean Laborde, le grand ami de Radama, qui vivait à Madagascar depuis 1832, dans l'espoir de tirer parti de sa grande connaissance du pays et du prestige dont il jouissait dans la capitale malgache. Les Français reconnurent également Radama comme roi de Madagascar, bien que, dans sa lettre à Radama II, l'empereur Napoléon III fit vaguement allusion aux « droits anciens » que la France avait sur l'île. Mais le gouvernement français expliqua clairement à son consul qu'il n'avait pas l'intention de s'emparer de l'île, ni d'entrer en rivalité avec les Anglais pour y obtenir des privilèges particuliers<sup>42</sup>.

Des missionnaires gagnèrent Antananarivo peu après les représentants diplomatiques européens. La mission catholique, dirigée par le père Jouen, arriva en septembre 1861, suivie, en avril 1862, par les missionnaires de la LMS, sous la conduite du révérend W. Ellis, qui s'était rendu dans la capitale en 1856. Le fait qu'Ellis était porteur d'une série de lettres du gouvernement anglais pour Radama convainquit les chefs malgaches que la LMS était bien une antenne du gouvernement britannique; ce qui explique en partie la grande influence qu'Ellis exerça dans la capitale malgache.

Les Européens profitèrent de ce retournement de situation pour négocier de nouveaux traités d'amitié et de commerce. Le traité avec la France fut signé le 12 septembre 1862, et celui avec l'Angleterre le 4 décembre 1862. Ils suscitèrent toutefois une certaine inquiétude dans la noblesse malgache. Rainivoninahitrinony, le premier ministre, et ses collègues n'étaient pas satisfaits, parce que ces traités stipulaient, entre autres choses, que les étrangers pouvaient acquérir et posséder des terres à Madagascar, ce qui était contraire aux traditions malgaches. Les traités exemptaient également les résidents étrangers du paiement des taxes d'exportation et d'importation, qui constituaient la principale source de revenus des fonctionnaires malgaches, auxquels le gouvernement ne versait pas de traitement régulier. De plus, Radama avait ratifié, en septembre 1862, la charte qu'il avait octroyée à son ami Lambert en 1855, et qui permettait à celui-ci d'exploiter les ressources minérales et agricoles des territoires du nord-ouest de l'île. Une autre conces-

41. Russel à Pakenham, 10 mai 1862, PROFO 48/9. Pour plus de détails, voir P.M. Mutibwa, 1974, p. 58 et suiv.

42. M. A. E., vol. V, Thouvenel à Laborde, 24 avril 1862, et lettres de l'empereur Napoléon III à Radama II, 22 avril 1862.

sion, qui concernait la région de Vohemar, fut accordée à un Anglais de l'île Maurice, Caldwell.

Le Conseil royal s'opposa unanimement à la signature de ces conventions qui donnaient tant de privilèges aux étrangers. De plus, le 28 septembre 1862, Commodore Dupré, le négociateur français, persuada Radama de signer un traité secret par lequel le roi reconnaissait les droits de la France sur certaines parties de l'île<sup>43</sup>. Bien que le gouvernement français eût désavoué cette convention secrète, les ministres de Radama en furent informés; d'où leur méfiance accrue pour un roi qui paraissait prêt à signer des documents sans discernement, même lorsqu'ils menaçaient l'indépendance nationale.

En décembre 1862, Radama paraissait avoir mené à bien son projet d'ouvrir le pays à l'influence étrangère. Mais ces seize mois avaient constitué, pour ses sujets, une période sans précédent. Il s'était produit trop de choses en trop peu de temps, et la population n'avait pu se faire à des changements si nombreux, et qui contrastaient si fortement avec la politique de l'ancien monarque. Les traités et les chartes qu'il avait signés avaient choqué les hommes qui l'avaient aidé à monter sur le trône. L'influence des missionnaires et des autres étrangers grandissait si vite que nombre de fonctionnaires influents commencèrent à s'inquiéter. Les nouvelles orientations politiques provoquaient un tel mécontentement qu'au cours de l'épidémie de *ramanenjana*, les malades se disaient possédés par l'esprit de la défunte reine. La situation devint intenable lorsque Radama décida d'écarter du pouvoir Rainivoninahitriniony, le premier ministre, Rainilaivivony, son jeune frère, et Rainijohary — les membres suprêmes des deux clans de Tsimiamboholahy et de Tsimahafotsy, qui, comme nous l'avons vu, avaient aidé Adrianampoinimerina à fonder le royaume merina. Le plan de Radama consistait à remplacer cette oligarchie par ses amis d'autrefois: ceux-ci se donnaient le nom de *mena maso* (littéralement, «yeux rouges») et étaient menés par des nobles de Vakinisinaony — région des antiques capitales merina, qui arguaient de leur ancienneté et de leur supériorité sur les Avaradrano d'Antananarivo<sup>44</sup>.

Surtout, Radama semblait faire plus confiance aux étrangers qu'aux Malgaches pour diriger le pays. La mission de reconnaissance qu'il envoya en Europe n'était pas conduite par des fonctionnaires malgaches comme en 1836-1837, mais par Lambert, l'aventurier français. Il recourait trop aux conseils d'Ellis et, à la mort de Rahaniraka, en novembre 1862, il nomma William Marks, un Nord-Américain, et Clément Laborde, le fils du consul français, secrétaires d'État aux affaires étrangères. Cette décision, comme celle de s'appuyer sur les *mena maso*, fit comprendre aux deux fils de Rainiharo et à leurs partisans (y compris Rainijohary) que le roi s'apprêtait à les éliminer. Ils décidèrent donc d'agir préventivement. Quand Radama refusa de lâcher les *mena maso* — et menaça même de punir ceux qui s'opposaient à sa volonté —, le groupe du premier ministre décida de l'écarter du pouvoir. À l'aube du

43. M. A. E., vol. V, Dupré à Drouyn de Lhuys, 23 octobre 1862.

44. Sur les origines ethniques des partisans de Radama, voir S. Ellis, 1980.

12 mai 1863, Radama fut étranglé avec une écharpe en soie, de manière à éviter de verser le sang royal, ce qui aurait été contraire à la tradition malgache. Selon le commentaire succinct de Mervyn Brown : « La faiblesse de caractère fut la cause principale de la chute de Radama. Sa bonté naturelle, son intelligence incontestable et ses excellentes intentions n'étaient pas complétées par l'autodiscipline, l'application ou un jugement sûr; il se révéla incapable de maîtriser l'opposition que le brutal renversement de presque toutes les options politiques de sa mère avait provoquée dans certains milieux<sup>45</sup>. »

## La révision de la politique de Madagascar : 1863-1868

Le successeur de Radama II fut son épouse, Ravodozakandriana, qui prit le nom de Rasoherina. Elle était la cousine germaine de Radama I<sup>er</sup>, et la succession restait donc dans la lignée d'Andrianampoinimerina. Elle fut *invitée* — il vaut la peine de souligner ce terme — à devenir reine par l'oligarchie qui avait renversé son mari et qui, désormais, était la véritable maîtresse du pays. Il est important de souligner que Rainivoninahitri-ny, Rainilaiarivony et leurs associés n'étaient opposés ni aux Européens ni à la modernisation de leur pays. Certes, la fraction « conservatrice », dirigée par Rainijohary, était encore là et poussait à un renversement complet de la politique de Radama II. Mais le groupe pro-européen du premier ministre avait la majorité au Conseil royal<sup>46</sup>. Ce que les nouveaux dirigeants désapprouvaient, c'était la manière dont Radama avait mené sa politique pro-européenne. Ils estimaient que la modernisation ne devait pas se faire aux dépens de leurs traditions et de leur indépendance.

Le nouveau gouvernement resta entre les mains de Rainivoninahitri-ny jusqu'en juillet 1844, date à laquelle celui-ci fut remplacé par Rainilaiarivony, son jeune frère, commandant en chef de l'armée. Rainilaiarivony allait garder le contrôle du pays pratiquement jusqu'à la fin du siècle. Le nouveau gouvernement voulait poursuivre la politique extérieure de Radama, mais avec d'importantes modifications. Les chartes de Lambert et de Caldwell, qui menaçaient l'indépendance du pays, furent révoquées. Les traités avec la France et l'Angleterre furent révisés de telle manière que les articles offensants qui autorisaient les étrangers à posséder des terres à Madagascar et les exemptaient des taxes à l'exportation et à l'importation furent abro-

45. M. Brown, 1978, p.195. Peu après la mort de Radama II, des rumeurs commencèrent à circuler selon lesquelles il était encore vivant; ces rumeurs coururent pendant plus de deux ans. De nombreux Européens, y compris le révérend W. Ellis, de la LMS, et Laborde, le consul français à Madagascar, ajoutèrent foi à ces rumeurs et essayèrent d'entrer en contact avec le souverain déchu. Raymond Delval a écrit une étude dans laquelle il est en effet démontré que Radama II survécut et s'enfuit dans la partie occidentale de l'île, où, après une tentative manquée de reprise du pouvoir, il vécut comme une personne ordinaire jusqu'à sa mort, à la fin du siècle. Voir R. Delval, 1964.

46. Cet examen de la ligne politique du Conseil de la reine est fondé sur le compte rendu que Jean Laborde a fait à Drouyn de Lhuys le 25 mai 1865, M. A. E., vol. VII.

gés. En ce qui concerne la politique intérieure, le christianisme continuerait d'être enseigné, mais les coutumes du pays qui interdisaient aux étrangers de se rendre dans des villes comme Ambohimanga ou d'y prêcher seraient désormais respectées. Les étrangers désireux d'aider au développement de Madagascar étaient bienvenus dans le pays. Le gouvernement malgache expédia des lettres aux autorités françaises et britanniques de la Réunion et de l'île Maurice, pour leur expliquer ce qui s'était passé à Madagascar et définir sa politique. En novembre 1863, il envoya une mission en Angleterre et en France pour expliquer la nouvelle politique de Madagascar et obtenir la révision des traités de 1862. Cette mission était dirigée par Rainifringia, accompagné de Rainavidriandrana.

L'Angleterre et la France réagirent de manière différente au renversement de Radama II. Lord John Russell, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, comprenait les difficultés que rencontrait Madagascar dans ses rapports avec les gouvernements étrangers. Tout en regrettant que le nouveau gouvernement eût abrogé un traité international, il accepta la demande de révision de l'ancien traité, et refusa de se laisser entraîner dans un conflit avec Madagascar à propos de la suppression de la charte de Caldwell<sup>47</sup>. Le gouvernement britannique accueillit donc chaleureusement la mission malgache à son arrivée à Londres, en mars 1864. Il fut convenu d'un nouveau projet de traité incorporant la plupart des propositions malgaches, sous réserve que les négociations se poursuivent à Antananarivo après le retour de la mission à Madagascar. Lorsque ces négociations commencèrent finalement en 1865, des difficultés surgirent, car les Anglais demandaient que leurs ressortissants puissent posséder des terres dans l'île, et que les taxes à l'exportation et à l'importation soient de 5 %, alors que les Malgaches réclamaient 10 %. Mais le gouvernement d'Antananarivo fut intraitable sur ces points, et les Anglais finirent par accepter toutes les propositions malgaches. Le traité fut signé dans la liesse, à Antananarivo, le 27 juin 1865.

La réaction française fut différente. Les Français n'adhèrent pas à la politique du nouveau régime. Ils étaient très irrités par la chute de Radama II, qui, à Paris et à Saint-Denis, fut attribuée à l'influence des missionnaires britanniques, et en particulier du révérend William Ellis. Le gouvernement français refusa donc l'abrogation de son traité de 1862 et de la charte de Lambert, tous deux ratifiés par l'empereur Napoléon III. La charte de Lambert avait été préparée sous le patronage direct de l'empereur, et une compagnie avait déjà été formée pour exploiter les concessions. Pour les Français, par conséquent, l'acceptation de l'abrogation de la charte et du traité aurait été un rude coup. Dans ces conditions, ils préféraient rompre les relations diplomatiques en septembre 1863<sup>48</sup>.

À Paris, de vives pressions étaient exercées sur le gouvernement français pour qu'il fasse respecter le traité et la charte par la force; il refusa, toute-

47. Voir Codore à Drouyn de Lhuys, 28 novembre 1863, M. A. E., vol. VI, et Russell à Cowley, 7 juin 1864, F. O. 48/6.

48. Voir Pakenham à Russell, 30 septembre 1863, PROFO 48/10, dans lequel la conduite de l'envoyé spécial français à Madagascar, Commodore Dupré, est bien discutée.

fois, de monter une expédition contre Madagascar et accepta d'envisager la révision du traité, à *condition* que Madagascar paie une indemnité de 1 200 000 francs (240 000 dollars) pour l'abrogation de la charte. Cette décision fut communiquée aux émissaires malgaches alors qu'ils se trouvaient encore en Europe. Leur visite à Paris, en juillet 1864, fut donc inutile. L'empereur Napoléon refusa même de les recevoir. Tout ce qu'ils obtinrent, ce fut un sermon amical, mais énergique, de Drouyn de Lhuys: le ministre français des affaires étrangères mit l'accent sur la nécessité de respecter les conventions internationales et fit clairement savoir que, pour son gouvernement, le règlement rapide de l'indemnité demandée était la condition *sine qua non* du rétablissement de relations amicales entre les deux pays.

À leur retour à Madagascar, les ambassadeurs informèrent le gouvernement que, pour les Français, l'abrogation de la charte de Lambert et du traité était une affaire de la plus grande gravité. Soucieux de se défaire des obligations imposées par ces deux conventions, les Malgaches acceptèrent de payer l'indemnité, d'autant plus que le gouvernement britannique ne paraissait guère enclin à intervenir en leur faveur. L'indemnité fut donc payée à Tamatave, le 1<sup>er</sup> janvier 1866, et des négociations s'engagèrent entre les deux pays en vue de la conclusion d'un nouveau traité. Toutefois, au lieu d'adhérer simplement à une version française du traité anglo-malgache de juin 1865, comme le gouvernement d'Antananarivo s'y attendait, les Français continuèrent d'exiger que leurs ressortissants aient le droit d'acquérir et de posséder des terres dans l'île; ce que, naturellement, les Malgaches refusèrent. Le gouvernement français, placé dans une position qu'il jugeait embarrassante, demanda au gouvernement britannique de faire amender son propre traité, de manière que les ressortissants français et anglais puissent obtenir des terres dans l'île. Mais les manœuvres françaises échouèrent, car les Britanniques se refusèrent à amender un traité déjà ratifié. Finalement, les Français durent accepter le traité anglo-malgache comme base d'un nouveau traité franco-malgache, dans lequel il fut stipulé que les ressortissants français n'auraient pas le droit d'acquérir ni de posséder des terres à Madagascar. Ce traité fut signé, le 8 août 1868, à Antananarivo.

Les cinq années qui suivirent la mort de Radama II furent fertiles en événements pour Madagascar. L'île avait connu de grandes difficultés avec la France, à propos de l'abrogation des conventions signées par Radama II. Les Malgaches avaient appris une chose importante: tandis que la Grande-Bretagne restait bienveillante et peu exigeante, la France se montrait hostile et inamicale. On craignait même à Antananarivo que les Français envahissent l'île. Lors de la signature du traité anglo-malgache en 1865, le gouvernement d'Antananarivo, selon le consul français, «remercia tous les Anglais — c'est-à-dire les missionnaires de la LMS résidant dans la capitale — de s'être aimablement associés au gouvernement pour obtenir les modifications qu'il demandait»<sup>49</sup>. Cette attitude fut considérée comme le ciment de l'amitié anglo-malgache, qui dura jusqu'à la fin du siècle. En revanche, la

49. Laborde à Drouyn de Lhuys, 29 juin 1865, M. A. E., vol. VII.



politique hostile de la France porta un coup sérieux aux relations entre les deux pays. Les Britanniques l'avaient emporté sur les Français, et, dans le contexte politique de l'île, c'était là un événement important dans l'histoire de Madagascar.

## Évolution interne, 1861-1880

Jusqu'à présent, notre étude de cette période a été essentiellement politique et diplomatique. Elle a concerné l'évolution politique du pays de 1800 aux années 1880, ainsi que les rapports diplomatiques de l'île avec la France et l'Angleterre. Il est à présent d'autant plus nécessaire d'étudier l'évolution administrative et socio-économique de Madagascar que les événements qui se sont produits dans ces domaines allaient se révéler essentiels lorsque Madagascar lutta pour sa survie, en tant qu'État indépendant, pendant la période de la « ruée » des Européens.

L'un des événements les plus importants de cette période — et qui allait avoir un impact énorme sur l'histoire ultérieure, fut la conversion au christianisme, en février 1869, de la reine Ranaivalona II et de son premier ministre, Rainilaiarivony (qui était également son époux). Le zèle avec lequel les missionnaires œuvrèrent, après leur retour dans l'île en 1861, montrait clairement qu'une révolution religieuse allait se produire dans le pays. En 1863, il y avait déjà près de 5 000 chrétiens dans la capitale malgache, sur une population totale de 60 000 âmes. À la fin de 1868, la LMS regroupait à elle seule 10 546 membres et 153 000 adhérents à Madagascar<sup>50</sup>. Il fallait désormais compter avec le groupe chrétien, dont un grand nombre de hauts fonctionnaires étaient membres. On ne pouvait plus employer la persécution pour éliminer le christianisme : utilisée dans les années 1830 et 1840, la méthode avait échoué. En 1870, on aurait, en persécutant les chrétiens, mis à l'écart l'élément le plus influent de la population. Les adeptes de la LMS avaient trouvé un chef en la personne de Rainimaharavo, le ministre malgache des affaires étrangères et le rival déclaré de Rainilaiarivony, qui se trouvait également être pro-anglais. Pour neutraliser Rainimaharavo et éviter une révolution chrétienne radicale, qui aurait pu aller jusqu'au remplacement de la reine Ranaivalona II par le prince Rasata, un protégé de la LMS, la reine et son premier ministre décidèrent de se convertir<sup>51</sup>. Cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'ils ne croyaient pas au christianisme ; mais cela explique pourquoi et comment cette conversion se produisit à ce moment précis.

Le fait que les chefs malgaches aient embrassé le protestantisme — la religion des Anglais — plutôt que le catholicisme fut important à bien des égards pour l'avenir de Madagascar. Les Malgaches avaient tendance à considérer le protestantisme comme la religion des dirigeants et l'associaient au pouvoir — d'autant qu'en dehors de l'Imerina et du Betsileo le christia-

50. Voir la chronique de la LMS et les rapports de la LMS pour les années 1860 et 1870.

51. D. Ralibera, 1977.

nisme ne faisait d'adeptes que dans les postes fortifiés des colons merina, où le gouverneur était souvent aussi un peu évangéliste. Les catholiques étaient très actifs dans le pays betsileo, parmi les peuples assujettis, chez qui se développa une sorte de christianisme populaire, parallèlement à la religion officielle. En réaction contre le pouvoir, on vit même renaître les religions traditionnelles, malgré la destruction publique des *sampy* [idoles] qui accompagnait la propagation du christianisme. Dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, les prêtres les plus éminents du culte des *sampy* devinrent les meneurs de l'opposition à l'autorité royale<sup>52</sup>.

La conversion au protestantisme des dirigeants de Madagascar eut lieu peu après la conclusion du traité franco-malgache de 1868, qui avait été précédée, nous l'avons vu, par des conflits et même des menaces de guerre de la part de la France. C'était l'époque où les Britanniques apparaissaient — et *s'affirmaient* — comme les vrais amis et alliés de Madagascar, et où les missionnaires anglais ne manquaient pas de souligner cette position sans relâche. Grâce à des hommes comme James Cameron, la LMS avait fourni une importante assistance technique aux Malgaches; et Rainilaivony et ses collègues croyaient que, en embrassant le credo de la LMS, ils cimenteraient davantage cette amitié. De fait, en se convertissant au protestantisme, ils se rapprochaient des Anglais et pouvaient supposer que ceux-ci seraient de leurs côtés au cas où des problèmes avec la France se manifesteraient de nouveau. Les Français virent également dans cette conversion des Malgaches au protestantisme un signe de leur engagement aux côtés des Britanniques; ils considérèrent que la conversion de la reine marquait le rejet de l'influence et de la culture françaises, et un virage en faveur des Anglais.

Les missionnaires britanniques, une fois la guerre religieuse gagnée, exploitèrent leurs nouveaux avantages dans la capitale pour étendre leurs activités à tout le reste de la grande île. Même les catholiques, qui n'avaient pas d'influence politique directe à Antananarivo, purent faire du prosélytisme dans d'autres parties du pays<sup>53</sup>. Nous avons dit précédemment que les catholiques dominaient l'évangélisation du pays betsileo. D'autres missions arrivèrent par la suite, et, dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, on vit se dessiner diverses zones d'influence — la Norske Missionary Society dans le Vakinankaratra, la Society for the Propagation of the Gospel (SPG) à l'est et la FFMA (Friends Foreign Mission Association) à l'ouest. Grâce à leur propre contribution et à l'alliance étroite entre les missionnaires anglais et le gouvernement malgache, de grands progrès furent réalisés dans les domaines de l'éducation et de la médecine. On a déjà évoqué les progrès de l'alphabetisation et l'existence d'une littérature. De nombreux bouleversements devaient s'ensuivre, notamment l'abandon du calendrier traditionnel lunaire pour le calendrier grégorien, introduit par les missionnaires britanniques en 1864. L'architecture aussi fut influencée surtout par la construction effrénée d'églises et de divers monuments aux martyrs, qui visait à faire d'Antana-

52. M. Esoavelomandroso, 1978*b*; S. Ellis, 1980.

53. A. Boudou, 1940-1942.



16.12. *Le palanquin de la reine Rasoherina, devant une case vénérée datant du règne d'Andrianampoinimerina. À l'arrière-plan, le temple protestant élevé sous les règnes de Rasoherina et de Ranavalona II.*

[Source: H. Deschamps, *Histoire de Madagascar*, 1960, Berger-Levrault, Paris.  
Photo reproduite par la Bibliothèque nationale, Paris.]

narivo une ville sainte supplantant Ambohimango<sup>54</sup>. De fait, ce fut à cause de ces remarquables progrès, en particulier dans le domaine éducatif, que les Malgaches gagnèrent pendant cette période l'admiration du « monde civilisé ». Cela, à son tour, contribua à fomenter une révolution sociale dans le pays.

Les missionnaires britanniques avaient ouvert les premières écoles, à Antananarivo, en 1820. Quand le christianisme fut interdit et que les missionnaires quittèrent le pays, l'éducation laïque fut poursuivie par les garçons malgaches qu'ils avaient formés. Lorsque les missionnaires revinrent après 1861, le développement de l'éducation s'accéléra considérablement, à tel point qu'en 1880 il y avait plus de 40 000 élèves dans les écoles des missions et du gouvernement. Le premier ministre décréta que « tous les enfants de plus de sept ans devaient aller à l'école »<sup>55</sup>. En 1881, le principe de la scolarité obligatoire fut inscrit dans le Code de 305 articles, et, en 1882, des agents de l'inspection publique commencèrent leurs tournées dans les écoles de l'Imerina. Les écoles secondaires furent créées dans les années 1870, mais elles ne se développèrent réellement qu'après 1880. De nombreux garçons, y compris deux des fils du premier ministre, furent envoyés à l'étranger pour poursuivre leurs études, notamment en Angleterre et en France. Le développement de l'éducation fut facilité par le nombre élevé d'imprimeries fondées par les missions, qui publiaient des livres, des revues et des journaux. Dans la mesure où le champ de l'éducation était dominé par l'influence des missionnaires, il n'est pas surprenant de constater que l'enseignement technique était en retard sur l'enseignement littéraire : les missionnaires s'intéressaient davantage à la création de congrégations qu'aux travaux publics. Le niveau d'éducation littéraire atteint par Madagascar est clairement attesté par la correspondance diplomatique malgache de l'époque, rédigée en anglais et en français.

Les premiers services médicaux furent créés dans l'île avec l'inauguration en 1862, par la LMS, d'un dispensaire à Antananarivo ; trois ans plus tard, un hôpital fut ouvert à Analakely, au centre de la capitale. En 1875, le gouvernement malgache organisa lui-même ses propres services médicaux, avec un personnel salarié. En 1880, Madagascar disposait de ses premiers médecins qualifiés, le D<sup>r</sup> Andrianaly et le D<sup>r</sup> Rajaonah (un gendre du premier ministre), qui avaient passé neuf ans à étudier à la Faculté de médecine d'Édimbourg<sup>56</sup>.

Dans le domaine de l'évolution constitutionnelle et administrative de Madagascar depuis l'époque de Radama I<sup>er</sup>, le changement le plus important fut le remplacement du monarque merina, en tant que chef du pays, par une oligarchie hova, dirigée par la famille de Rainiharo. Ce mouvement en direction d'une monarchie constitutionnelle commença dans les années

54. F. Raison, 1970, 1977, 1979.

55. M. Brown, 1978, p. 212. Voir aussi B. A. Gow, 1979, chapitre 4, dans lequel le travail médical et éducatif des missions anglaises est fort bien examiné.

56. V. Ramanakasina, s. d.

1820, quand la reine Ranavalona I<sup>re</sup> fut obligée de partager le pouvoir avec Rainiharo et Rainijohary, deux hommes appartenant à d'importantes familles hova, initialement modestes qui avaient acquis pouvoir et influence et qui avaient aidé Andrianampoinimerina à fonder le royaume merina à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Traditionnellement, le souverain de l'Imerina exerçait un « pouvoir personnel », gouvernait son royaume comme bon lui semblait et ne consultait ses conseillers qu'à sa convenance. Après la mort de Radama I<sup>er</sup> cependant, le pouvoir de la monarchie merina fut de plus en plus miné par la montée de la classe moyenne hova. Les Hova jouèrent un rôle déterminant dans la fondation et la consolidation du royaume en expansion. Au fil des années, ils profitèrent de cette position pour s'enrichir commercialement et occuper des postes clefs dans l'armée et dans l'administration. Bien que la classe des Andriana continuât à jouer un rôle important dans le pays, le pouvoir réel, l'armée et le gouvernement étaient à présent entre les mains des Hova. Mais le changement le plus important se produisit après l'assassinat du roi Radama II, en 1863, quand la nouvelle reine, Rasoherina, fut reconnue officiellement comme monarque constitutionnel et que le pouvoir passa dans les mains de l'oligarchie hova, qui avait renversé son mari. Avant son couronnement, Rasoherina dut, à la demande du premier ministre et de ses partisans, « signer une série d'articles dans lesquels elle s'engageait, entre autres choses, à ne pas boire d'alcool, à ne pas prononcer de condamnation à mort sans l'avis des membres du Conseil, à ne promulguer aucune loi sans l'accord du Conseil qu'à présent ils contrôlaient »<sup>57</sup>.

Les pouvoirs du gouvernement étaient en fait partagés initialement par les deux frères Rainivoninahitriniony et Rainilaiarivony, qui devinrent respectivement premier ministre et commandant en chef de l'armée. Quand, en juillet 1864, le premier ministre Rainivoninahitriniony fut renversé et remplacé par Rainilaiarivony, celui-ci devint à la fois premier ministre et commandant en chef de l'armée. C'était la première fois que les deux fonctions étaient exercées par une seule et même personne<sup>58</sup>. Quand Rainilaiarivony épousa la nouvelle reine — bien qu'elle eût plus de 50 ans, et 15 de plus que lui —, le nouveau premier ministre fut l'homme le plus puissant du pays. Rainilaiarivony devint le maître et, en fait, le roi sans couronne de Madagascar. Il renforça encore sa position en épousant aussi la reine qui succéda à Rasoherina. Le pouvoir passa donc du souverain et du groupe des Andriana au premier ministre, qui était le chef de l'oligarchie hova<sup>59</sup>.

Pour assurer l'ordre public et le fonctionnement des organes administratifs de l'État, un Code de 101 articles fut promulgué en 1868; d'autres articles y furent ajoutés chaque année, jusqu'à atteindre, en mars 1881, le nombre de 305. Le fondement général de ce Code était que les coutumes et les traditions du pays pourraient rester en vigueur tant qu'elles ne feraient pas obstacle au progrès. Le Code de 101 articles, qui fut imprimé et mis en circulation, était sévère dans son application; il représentait cependant

57. B. A. Gow, 1979, p. 41.

58. M. Brown, 1978, p. 199-200.

59. P. M. Mutibwa, 1974, p. 88; M. Brown, 1978, p. 207.

une amélioration des anciennes coutumes à bien des égards. Il réduisait le « nombre de délits passibles de la peine de mort de 18 à 13 — le premier était le crime volontaire, et les douze autres diverses formes de rébellion contre l'État ». Il abolissait également la notion de responsabilité familiale, selon laquelle les femmes et les enfants pouvaient être punis pour les crimes du mari et du père. Les lois n'étaient pas appliquées de la même manière dans les provinces, où les châtiments étaient en général moins rigoureux. En 1873, Ranavalona II avait même publié un code spécial de 118 articles pour le pays betsileo<sup>60</sup>.

En 1876, le gouvernement malgache créa trois hautes cours (il n'en existait qu'une auparavant) qui jugeaient les différents types de délits, chacune avec treize juges, dont onze étaient des fonctionnaires du palais. Dans les villages, des magistrats et des chefs (*sakaizambohitra*) furent nommés pour exercer la justice; de fait, au niveau local, le *fokon'olona* fut réorganisé de telle manière que les chefs de village obtinrent davantage de responsabilités. Ils devaient maintenir l'ordre, assurer le respect de la loi et exercer la justice. Mais qu'il s'agisse d'affaires portées devant les tribunaux de village ou devant les trois cours de justice de la capitale, la décision finale appartenait toujours au premier ministre. Cette centralisation, bien qu'elle concentrât toutes les responsabilités dans les mains d'un seul homme, permettait cependant au gouvernement d'Antananarivo de savoir ce qui se passait dans les provinces.

En mars de la même année, une réorganisation plus complète de l'appareil gouvernemental fut entreprise, avec la création d'un cabinet comprenant huit ministres, respectivement responsables de l'intérieur, des affaires étrangères, de la guerre, de la justice, de la législation, du commerce et de l'industrie, des finances et de l'éducation. La création de ces ministères faisait partie du nouveau Code de 305 articles, qui devint la base des autres systèmes juridiques de Madagascar introduits jusqu'à la fin du siècle, et même sous la domination coloniale. Ce Code marquait, comme l'a observé un spécialiste, « un pas de plus vers un système plus humain, même si de nombreux châtiments restaient très sévères et si le Code conservait un caractère essentiellement malgache »<sup>61</sup>. Cela montrait une fois de plus que les Malgaches voulaient moderniser leur pays et rejoindre le « concert des nations ».

L'armée, elle aussi, connut de profonds changements. Les réformes que Radama I<sup>er</sup> avait introduites dans ce domaine avaient été abandonnées par ses successeurs. Mais, en 1872, le premier ministre entreprit de nouveau de moderniser l'armée. Avec l'aide d'un instructeur britannique, le gouvernement commença à recruter, à équiper et à former une plus grande armée professionnelle. La fabrique de Jean Laborde, à Mantasoa, qui produisait des armes légères, avait cessé de fonctionner quand Laborde avait quitté le pays. Le gouvernement songea à importer des armes d'Europe, en particulier

60. Voir M. Brown, 1978, p. 214-215, ouvrage dont nous nous sommes largement inspirés dans l'analyse qui suit; voir aussi E. Thébaud, 1960.

61. M. Brown, 1978, p. 216.



16.13. *Campement de Ranavalona II, à son retour de Fianarantsoa, 1873.*

[Source: F. Raison-Jourde, *Les souverains de Madagascar*, 1983, Karthala, Paris.

Photo: Fonds Grandidier du Musée des collections scientifiques, Tsimbazaza, Antananarivo.]

d'Angleterre, et des États-Unis d'Amérique. Mais cela coûtait cher, et Madagascar manquait d'argent et de devises. Il fallait donc tenter de fabriquer localement de l'armement léger.

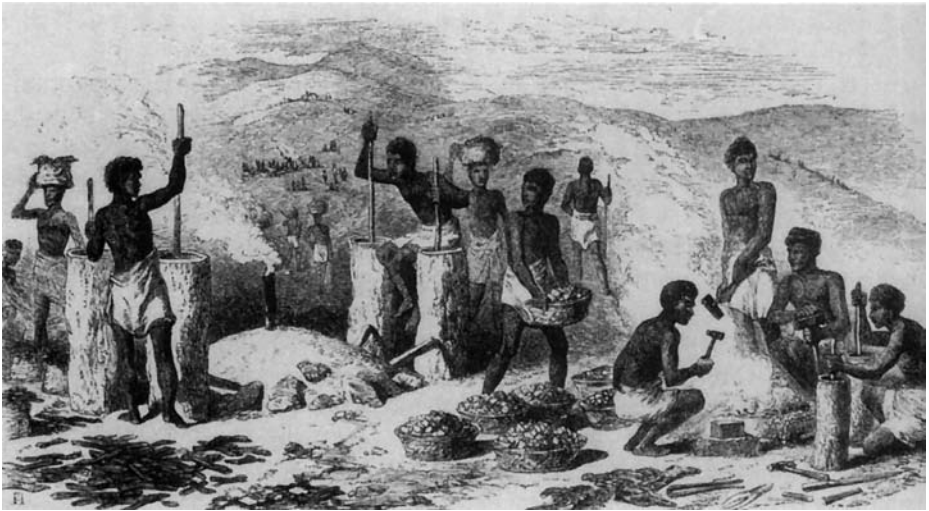
En 1876, d'autres réformes furent introduites dans l'armée. À partir de cette date, les soldats furent soumis à un examen médical annuel; on interdit l'achat des « honneurs » et des exemptions; les abus du système des aides de camp furent éliminés. En 1879, le service militaire obligatoire fut adopté pour une période de cinq ans. Chacune des six provinces d'Imerina dut lever 5 000 hommes; ce qui permit la création d'une puissante armée professionnelle de 30 000 soldats. Dans les années 1870, des expéditions soigneusement préparées furent lancées pour réprimer des soulèvements des Sakalava (en particulier de Menabe) et des Bara au sud. L'expédition menée contre les Bara, en 1873, fut victorieuse; la région passa enfin sous le contrôle du gouvernement d'Antananarivo. Mais, à l'approche des années 1880, il devint de plus en plus évident que le rôle de l'armée malgache n'allait plus être de réprimer des révoltes dans l'île, mais d'assurer la défense du pays contre les interventions françaises.

Pour rehausser son image à l'étranger, Madagascar interdit le trafic de l'alcool — notamment du rhum. De fait, en 1863, croyant que la consommation d'alcool expliquait la conduite de Radama II, le nouveau gouvernement avait décrété que le souverain ne devait pas boire de boissons fortement alcoolisées.

Des coutumes comme le *tangena* [jugement par ordalie] furent abolies sous le règne de Radama II. Le commerce des esclaves resta interdit à Madagascar; mais certains marchands étrangers, généralement anglais et français, continuaient à transgresser cette loi, particulièrement sur la côte ouest de l'île. En 1877, le gouvernement malgache libéra aussi les Makoa, ou *Masombiky* (comme les appelaient les Merina), c'est-à-dire tous les esclaves ou descendants d'esclaves amenés d'Afrique dans l'île. À défaut d'abolir l'esclavage lui-même, le décret de 1877, qui signifiait une grande perte économique pour les propriétaires des quelque 150 000 esclaves libérés, constituait une importante révolution sociale et montrait que le pays était décidé à se moderniser<sup>62</sup>.

## Le développement économique<sup>63</sup>

Antérieurement à l'intégration de Madagascar dans le commerce international, et en particulier avant les années 1860, époque où les Européens commencèrent à arriver en grand nombre dans l'île, les Malgaches avaient une « économie de subsistance ». La majeure partie de la population s'occupait uniquement d'agriculture, essentiellement pour subvenir à ses besoins; et le riz était la principale nourriture, surtout sur le plateau central. Les Malgaches s'étaient tellement spécialisés dans la culture du riz que, selon



16.14. *Fonte et forgeage du fer à Madagascar, dans les années 1850.*

[Source : W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, J. Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library.]

62. Voir *Extracts from Report by Rear-Admiral W. Gore-Jones*, PROFO 48/34.

63. Voir P. M. Mutibwa, 1972. L'exposé qui suit emprunte beaucoup à cet article.



un observateur, « le caractère industriel et l'habileté des Malgaches ne se montrent nulle part mieux que dans la culture du riz »<sup>64</sup>. Outre l'agriculture, l'économie de Madagascar dépendait de l'élevage du bétail, notamment chez les Sakalava, dans l'ouest, et chez les peuples du sud de l'île. On élevait également des moutons et des porcs dans l'Imerina, et le poisson constituait l'un des aliments principaux des Malgaches. Les Merina ne purent se rendre maîtres du commerce sur la côte ouest; ils étaient pratiquement absents dans le Sud et se heurtaient à la concurrence des Antalaotra dans le Nord-Ouest. Sur la côte est, toutefois, ils arrivèrent à mettre en place un réseau commercial efficace.

Deux industries étaient très développées: le filage et le tissage d'un côté, les mines et la métallurgie (surtout le fer) de l'autre. Les Malgaches fabriquaient des étoffes et toute une série d'articles en métal pour leur propre usage. Telle était la base de l'éducation technique qu'ils reçurent des Européens. Nous avons déjà mentionné les produits de la fabrique de Laborde, à Mantasoa, à une quarantaine de kilomètres au sud-est d'Antananarivo. Alfred Grandidier, le fameux explorateur français de Madagascar au XIX<sup>e</sup> siècle, nous apprend que, à Mantasoa, « Laborde produisait de l'acier pur, du ciment, des canons et des mortiers; toutes sortes d'armes et de munitions; des articles de tannerie; des verres et des poteries; des pots et des plats; des briques et du carrelage [...] des savons de toutes les couleurs; des bougies, du papier et de l'encre; de la potasse, de l'alun ordinaire et des acides sulfuriques; et, après 1843, il éleva des vers à soie chinois »<sup>65</sup>.

Beaucoup de ces produits cessèrent d'être fabriqués quand Laborde quitta Madagascar à la fin des années 1850. Mais certains des hommes avec lesquels il avait travaillé purent continuer à produire plusieurs articles nécessaires pour leur subsistance. Ce qui tua l'industrie locale, ce fut l'importation de matériaux meilleur marché (étoffes, chaussures et poteries) d'Europe et des États-Unis d'Amérique.

L'accession du roi Radama au trône, en 1810, vit le début de l'active participation de Madagascar au commerce international. Le trafic des esclaves était l'un des éléments majeurs de ce commerce; mais, après la conclusion du traité anglo-malgache de 1847, ce trafic fut interdit et ne reprit jamais dans les régions où l'autorité du gouvernement malgache était réelle. Les esclaves continuèrent à être importés d'Afrique vers la côte ouest de Madagascar et les territoires du Nord-Ouest, sous l'apparence de travailleurs contractuels. Ce trafic était quasiment le monopole des Antalaotra et des Indiens, qui bénéficiaient parfois de complicités parmi les fonctionnaires merina<sup>66</sup>. Par ailleurs, dans les régions qui échappaient pratiquement au contrôle des autorités d'Antananarivo, quelques esclaves étaient exportés vers l'île de la Réunion, l'île Maurice, les États-Unis d'Amérique et les Antilles. Le riz et le bœuf représentaient les autres exportations importantes, tandis que divers

64. Cité par P. M. Mutibwa, 1972; voir aussi H. Florent, 1979; M. Rasoamiaramanana, 1974, 1981; G. Rantoandro, 1981.

65. Cité par P. M. Mutibwa, 1972.

66. M. Rasoamiaramanana, 1981*b*; G. Campbell, 1981.

produits (étoffes, fusils, rhum et machines) étaient importés. Le gouvernement tirait la moitié de ses recettes douanières du commerce de la viande de bœuf. Indépendamment du commerce direct avec l'Europe et les États-Unis d'Amérique, Madagascar commerçait avec la Grande-Bretagne par l'île Maurice, Zanzibar<sup>67</sup> et les Seychelles, et avec la France par l'île de la Réunion. Le commerce malgache était absolument essentiel pour la colonie française de la Réunion, qui obtenait de la grande île presque tout son bétail et son riz, sans parler des esclaves. C'est en partie pourquoi les colons français de la Réunion et les petits négociants de Marseille considéraient Madagascar comme leur zone naturelle d'influence.

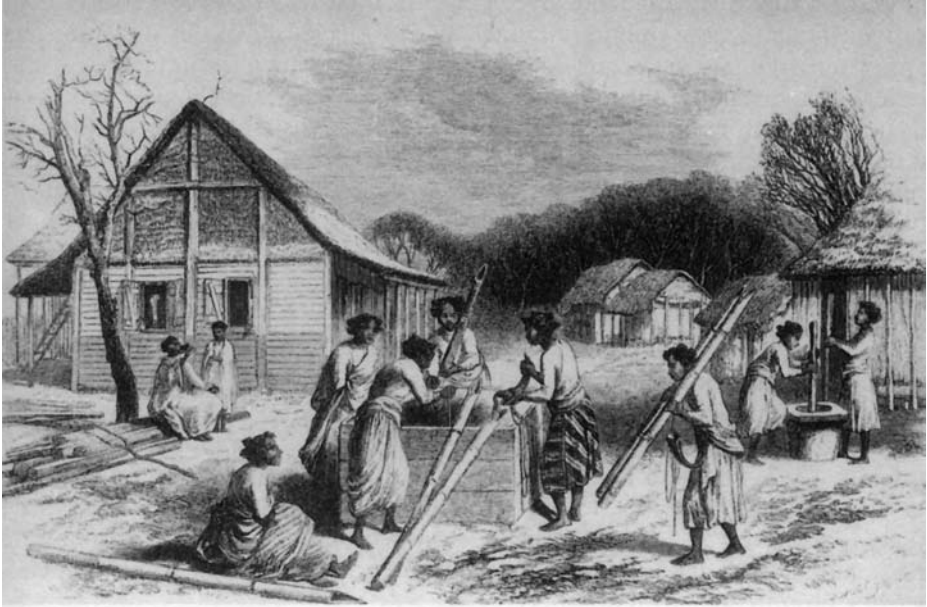
Le commerce international de l'île était fondé sur des traités d'amitié et de commerce. Nous avons mentionné, plus haut, les traités de 1862 avec l'Angleterre et la France, qui furent respectivement modifiés en 1865 et en 1868. Le premier traité avec les États-Unis d'Amérique fut signé en 1867, avec l'arrivée d'un consul américain à Antananarivo. Le gouvernement malgache installa aussi des ambassades à l'île Maurice, en Angleterre et en France, pour faciliter les échanges commerciaux<sup>68</sup>. Le premier ministre préférait nommer comme consuls des négociants importants des capitales étrangères. Pour Londres, il choisit M. Samuel Procter, qui faisait des affaires florissantes avec Madagascar. Cette nomination semble avoir eu lieu en 1862, quand Radama II commanda à MM. Procter et Bros de Londres des uniformes pour les soldats malgaches. Pour Paris, on nomma consul général, en 1876, un marchand français bien connu et très lié à Madagascar, M. Hilarion Roux. Pour l'île Maurice, le consul malgache fut Hippolyte Lemiere, l'un des membres du Conseil législatif de l'île et un important négociant<sup>69</sup>. En 1881, pour encourager encore le commerce, on créa le ministère du commerce et de l'industrie, généralement appelé ministère « pour l'encouragement des arts industriels et des manufactures ».

Dans le domaine du commerce international, les dirigeants malgaches stimulèrent à la fois les entreprises privées et les entreprises d'État. Les principaux fonctionnaires du gouvernement qui possédaient suffisamment de capital créaient des entreprises et commerçaient fructueusement avec l'île Maurice, la Réunion et même l'Europe. Parmi les plus actifs se trouvait Rainilaiarivony, le premier ministre lui-même. L'agent de Rainilaiarivony à l'île Maurice était le consul Lemiere, auprès duquel il avait un compte bancaire personnel destiné à acheter des produits de luxe — notamment des vêtements — de l'île Maurice et d'Europe. Le rôle des individus, cependant, ne faisait guère que compléter celui de l'État. Comme nous l'avons déjà remarqué, ce fut le gouvernement lui-même, à Antananarivo, qui établit des relations commerciales avec les puissances étrangères et les ressortissants étrangers, grâce à la signature de traités, à la création

67. H. Kellenbenz, 1981.

68. Voir, par exemple, Radama II à Lemiere, 25 septembre 1862, pièce jointe, Stenenson à Newcastle, 1<sup>er</sup> novembre 1862, PROFO 167/443; cité également par P. M. Mutibwa, 1972.

69. P. M. Mutibwa, 1972.



16.15. *Femmes esclaves en train de puiser de l'eau et de piler du riz à Madagascar, dans les années 1850.*

[Source: W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, J. Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library.]

de consulats et à l'octroi de concessions aux capitalistes étrangers, destinées à l'exploitation des ressources minérales et naturelles du pays. Les traditions et la constitution malgaches interdisaient la cession directe de terres aux étrangers, mais le gouvernement consentait à affermer des terres sur lesquelles les étrangers pouvaient établir des plantations ou exploiter des ressources naturelles. La première concession fut octroyée à Joseph Lambert, un aventurier français, par Radama, en 1855, alors qu'il était encore prince héritier; cette concession, confirmée sous forme de traité en septembre 1862, fut certes bientôt supprimée, mais le gouvernement prit l'habitude d'en accorder d'autres, surtout dans les années 1880, pour favoriser le développement du pays, tout en prenant soin d'éviter toutes les conditions qui auraient pu menacer l'indépendance du pays. De fait, le Code des 305 articles, promulgué en mars 1881, interdisait la vente de terres aux étrangers et la punissait de mort.

## Conclusion

Nous avons examiné, dans cette étude, les efforts de modernisation déployés par les Malgaches pour donner une base ferme au développement de leur pays. Ce processus commença avec l'accession au trône du

roi Radama I<sup>er</sup> et fut consolidé dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le retour des étrangers après 1861, l'encouragement du commerce extérieur et les influences culturelles étrangères ouvrirent une nouvelle ère pour les Malgaches. Le processus de modernisation comprenait la conversion au christianisme et l'institution d'une série de réformes destinées à mobiliser les ressources humaines et naturelles du pays, de manière à atteindre un degré supérieur de développement dans les domaines politique, social et économique. Ces réformes, réalisées par les dirigeants malgaches, surtout à partir de l'accession au trône de Radama II, en 1861, furent cruciales pour l'évolution de Madagascar. On s'obstine à prétendre que l'Afrique a été colonisée parce qu'elle était pauvre et sous-développée. Aussi mérite-t-il d'être souligné que Madagascar, pendant la période qui nous occupe, avait, quant à elle, entrepris d'importantes réformes qui, comme un amiral anglais le faisait observer, en mars 1881, avaient fait des Malgaches « une race capable de gouverner le pays, qui rendait inutile toute intervention d'une nation étrangère »<sup>70</sup>. Cependant, quand vint le moment de la ruée « des Européens », le développement ne protégea pas Madagascar de l'ingérence étrangère. À certains égards, la modernité avait affaibli le royaume<sup>71</sup>; à d'autres, les réformes renforcèrent la résistance que les Malgaches furent capables d'opposer.

70. PROFO 48/34, *Extracts from Report of Rear-Admiral W. Gore-Jones.*

71. G. Jacob, 1977.